

L

Vol.

L'Eco

De
de M
ces é
Plus
l'hos
cont.
Lettre
chi, E
et da
d'Un

Bie
même
dans
raison
ques
veut

L'ABEILLE MEDICALE

Journal de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal,
de l'Hôpital Hôtel-Dieu, de la Maternité Ste. Pélagie
et des Dispensaires.

THS. E. D'ODET D'ORSONNENS, M.D., *Rédacteur-en-chef.*

Vol. I.

MARS ET AVRIL 1879.

Nos. 3 et 4

*L'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté de
Médecine de l'Université-Victoria, et la soumission aux
Supérieurs Ecclésiastiques*

Depuis quelques mois, l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, a été l'objet de plusieurs écrits publics. Tous ces écrits ne sont pas également favorables à cette Ecole. Plusieurs mêmes lui sont ouvertement hostiles. La raison de l'hostilité de ces derniers est la *prétendue* révolte de l'Ecole contre les ordres formels du St. Siège, manifestés dans une Lettre (ou dans un Décret) de son Eminence le Cardinal Franchi, Préfet de la Congrégation de la Propagande, le 9 Mars 1876, et dans la Bulle d'érection de l'Université-Laval à la dignité d'Université Canonique.

Bien que les accusateurs de l'Ecole n'aient pas tous la même valeur, elle ne peut laisser plus longtemps circuler dans le public une accusation propre, si elle était fondée en raison, à lui faire perdre cette estime et cette confiance publiques dont elle se flatte d'avoir joui dans le passé et qu'elle veut ne pas démentir dans le présent et dans l'avenir.

Ce n'est pas un procès que l'Ecole vient faire aujourd'hui, ni une attaque qu'elle veut diriger contre ses adversaires ; c'est tout simplement sa conduite dans les difficultés présentes, qu'elle veut soumettre aux âmes honnêtes.

Protester de sa parfaite et constante soumission au St Siège, tel est son seul et unique but dans ces pages, où elle s'efforcera de réduire toute la question, pour plus de clarté, à sa plus simple expression.

Il va s'en dire que l'Ecole déplore la triste nécessité où elle se trouve aujourd'hui de prendre sa propre défense en main ; mais elle n'est plus libre de garder le silence après la position que lui font toutes les calomnies dont on a voulu l'accabler, et par la voie des journaux et des revues périodiques, et par celle de documents d'un caractère essentiellement privé et confidentiel, bien qu'adressés à des centaines de personnes très-honorables et de l'estime desquelles l'Ecole ne peut se désintéresser.

Il va s'en dire aussi qu'en offrant au public sa justification, l'Ecole entend et croit respecter en tout les ordres du St Siège et qu'elle désavoue et rétracte d'avance tout ce qui dans ce mémoire pourrait, à son insu et bien contre son gré, blesser en quoi que ce soit, le respect et la soumission qu'elle doit à la Sainte Eglise Catholique, Apostolique et Romaine. Ces simples déclarations faites, abordons maintenant la question.

Et d'abord que reproche t-on à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal ?

D'être en révolte ouverte avec le St Siège. Sur quoi s'appuie-t-on pour faire un tel reproche à l'Ecole ?

1o. Sur bien des futilités auxquelles il serait puéril d'appuyer parce que les esprits droits n'ont pu s'y arrêter.

2o. Sur ce fait assurément très-grave que le St Siège désirant (d'autres disent ordonnant,) que l'Ecole cesse d'être affiliée à l'Université protestante de Victoria à Cobourg, et devienne Faculté de l'Université-Laval, cette Ecole ne s'est

encore rendue ni à l'un ni à l'autre de ces désirs ou de ces ordres émanant de l'autorité de l'Eglise.

L'Ecole prend l'accusation dans ce qu'elle a de plus sérieux et elle dit avec confiance aux âmes honnêtes auxquelles elle s'adresse :

Je n'examine point si dans les actes du St Siège qu'on invoque contre moi, il y a un simple désir ou un ordre formel.

Je prends les choses au pire : je suppose que le St Siège ait ordonné que l'Ecole rompe avec l'Université Victoria à Cobourg, devienne Faculté de l'Université-Laval à Montréal, et je dis que, même dans cette alternative, l'Ecole, en continuant d'être affiliée à Victoria et en refusant de s'unir à l'Université Laval, tant que les conditions que lui fait cette dernière Université ne seront point changées, ne se constitue pas en révolte ou en désobéissance envers le St Siège.

Pourquoi ?

Par la simple raison que l'Ecole croit que ce qu'on exige d'elle est contre l'esprit même des Décrets du St Siège. Ce n'est pas à la volonté de la Sacrée Congrégation de la Propagande et du Souverain Pontife que l'Ecole refuse de se rendre ; mais à l'application arbitraire que l'on veut faire de cette volonté.

On demande à l'Ecole des concessions, des sacrifices qu'elle croit être contraires à l'esprit des Décrets du St Siège. L'Ecole qui a cette conviction, n'a-t-elle pas le droit de se refuser à ces sacrifices et à ces concessions jusqu'à ce que l'autorité compétente se soit prononcée sur ces divergences entre les parties intéressées dans l'interprétation des Décrets ? Poser cette question, c'est la résoudre. Car c'est un principe élémentaire de droit que quand une partie se croit lésée par une autre partie dans l'interprétation d'une loi, elle peut toujours demander que l'autorité compétente fixe le sens réel et vrai de cette loi. Telle est la position prise par l'Ecole, dans la question de l'Université-Laval à Montréal. Certes, il faut être bien sévère envers cette Ecole pour l'accuser de s'être, en prenant cette position, revoltée contre le St Siège.

Mais les faits eux-mêmes seront ici plus éloquentes que tous les raisonnements. Lorsque son Excellence Mgr. Conroy, Délégué Apostolique, appela les membres de l'Ecole pour leur proposer d'unir leur Institution à l'Université-Laval, les Professeurs ne cachèrent point à son Excellence leur répugnance à se mettre en rapport avec cette Université qui les avait toujours traités avec si peu d'égard. Son Excellence rassura les Professeurs en leur déclarant qu'Elle veillerait à ce que les droits de l'Ecole fussent respectés. Un jour même, Son Excellence dit aux Professeurs qu'ils étaient allés assez loin dans la voie des concessions.

A l'autorité du Délégué, se joignant celle de Monseigneur l'Evêque de Montréal, les membres de l'Ecole crurent leur Institution en parfaite sécurité et signèrent, comme nos adversaires l'affirment, les deux contrats qu'on va lire, l'un avec Mgr l'Evêque de Montréal, l'autre avec M. le Recteur de l'Université-Laval.

« L'UNIVERSITÉ LAVAL, A MONTRÉAL,
FACULTÉ DE MÉDECINE.

Conditions agréées d'un commun accord par le Conseil Universitaire et l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, Faculté de l'Université Victoria.

1o. L'administration financière, pour tout ce qui appartiendra à l'Université-Laval, à Montréal, sera entièrement Ecclésiastique. Cette administration sera entre les mains de la Corporation Episcopale de Montréal, laquelle agira comme propriétaire, mais sans pouvoir appliquer à d'autres fins les fonds mis à sa disposition pour l'Université à Montréal.

2o. La Faculté de Médecine, de même que les Facultés de Théologie, de Droit et des Arts, en tant qu'elles auront besoin de participer aux fonds de l'université, dépendra complètement de l'administration financière locale, c'est-à-dire que les Facultés ne posséderont rien par elles mêmes.

Le paiement des Professeurs se fera par l'administration financière, à laquelle aussi appartiendront tous les revenus des cours, les dons, les legs, etc., etc., etc.

30. Les Professeurs à Montréal seront soumis à tous les règlements Universitaires; ils seront nommés par le Conseil Universitaire et révocables *ad nutum* pour une cause jugée suffisante par le dit conseil.

CAS PARTICULIER POUR L'ORGANISATION DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE À MONTRÉAL.

Si l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Victoria, accepte les conditions actuelles, le Conseil Universitaire nommera d'abord trois professeurs, pris au sein de l'Ecole, pour former le noyau de la Faculté de Médecine à Montréal. Puis aux termes des règlements cette Faculté ainsi constituée, devra être consultée pour la nomination des autres professeurs nécessaires au fonctionnement complet, les quels devront tous avoir l'approbation formelle de Mgr l'Evêque de Montréal.

40. Les cours devront être de neuf mois. Cependant, il sera loisible à la Faculté de Médecine de Montréal, si elle commence ses cours dans l'automne de 1878 de renfermer toutes les leçons dans des sessions annuelles de six mois pendant les deux premières années (sujettes du reste, à tous les autres règlements de l'Université) afin que les élèves qui ont commencé leur cours à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Victoria, puissent le terminer dans les mêmes conditions de temps.

50. En résumé toutes les conditions renfermées dans la

décision de la Sacrée Congrégation de la Propagande du 1^{er} Février 1876 seront observées.

Accepté au nom du Conseil Universitaire.

(Signé)	Ths. E Hamel Ptr. Recteur U. I.
"	P. Munro, M. D. Président
"	J. G. Bibaud, M. D.
"	J. Emery Coderre
"	E. H. Trudel
"	Ths. E. d'Odet d'Orsonnens
"	J. P. Rottot
"	A. T. Brosseau
"	Hector Peltier, M. D.

ENTENTE ENTRE SA GRANDEUR L'EVÊQUE DE MONTRÉAL ET
L'ECOLE DE MÉDECINE ET DE CHIRURGIE DE MONTRÉAL.

1o. L'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal passera à la Corporation Episcopale Romaine de cette ville tous ses biens, propriétés, revenus de ses cours, etc., etc., etc.

En retour l'Evêque de Montréal remettra à l'Ecole tout l'argent qu'il retirera pour les leçons données par cette dernière, pour qu'il soit divisé entre ses Professeurs, d'après le mode de partage actuellement suivi. L'Ecole fera comme par le passé, tous les ans, l'élection de ses officiers, et c'est à son Secrétaire-Trésorier que la Corporation Episcopale devra remettre ces fonds.

2o. Cet arrangement persistera tant que le rapport des autres Facultés sera moindre que celui de la Faculté de Médecine; mais jamais les Professeurs de cette dernière n'auront moins que ceux des autres facultés en fait d'honoraires.

3o. Tous les Professeurs actuels de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal entreront, ainsi que les Docteurs

Hingston et Desjardins, dans la faculté de médecine de l'Université Laval à Montréal.

40. La chaire de Chimie devant désormais appartenir à la Faculté des Arts, le Docteur d'Orsonnens aura droit à celle d'un cours de six mois ou à celles de deux cours de trois mois.

Et pour rendre ces présentes plus authentiques, chacune des parties contractantes y apposera son sein et sceau.

(Signé)	†	Edouard Chs. Ev. de Montréal
"		Pierre Munro, Président
"		J. G. Bibaud
"		J. Emery Coderre
"		H. Peltier Sec. Trésorier
"		E. H. Trudel
"		Ths. E. d'Odet d'Orsonnens
"		J. P. Rottot
"		A. T. Brosseau.

L'Ecole a déjà fait remarquer que si elle n'a pas observé sa part de ces deux conventions, c'est uniquement parceque ceux avec qui elle avait contracté ont les premiers ouvertement manqué à leurs obligations. Qu'on se rappelle, en effet, cette partie de sa Protestation ayant trait à la question d'argent telle que réglée par ces conventions.

"Voyons maintenant, disait l'Ecole, de quelle manière la première condition de l'entente suggérée par le Décret a été observée à Montréal, cette condition se lit comme suit : "Que toutes les dépenses de la succursale devront être à la charge du diocèse de Montréal."

.....

C'était Mgr l'Evêque de Montréal qui, d'après nos arrangements, devait se charger de cette dette, et nullement les Professeurs de notre Ecole, qui lui passaient alors leur maison.

Ces derniers, suivant le Décret, ne devaient avoir qu'à retirer des honoraires fixes et déterminés, sans autre charge que celle de donner régulièrement leurs leçons. Voici, en effet, la huitième clause du Décret.

"80. Les émoluments pour chacun des Professeurs seront à Montréal égaux à ceux de Laval." (c'est-à-dire, cinq dollars par leçon.)

Au lieu d'observer fidèlement cette condition du décret, qu'on prétend sur d'autres points ne pouvoir en rien altérer, on a exigé de nous que le prix des cours de l'Ecole fut retiré par la Corporation Episcopale de Montréal, sans déterminer le *quantum* des émoluments qui reviendraient à chacun des Professeurs de Montréal. Mais il y a plus : le public sait aujourd'hui, d'une manière certaine, non seulement que Mgr l'Evêque de Montréal n'a pas pu remplir ses engagements envers l'Ecole de Médecine, mais, même que Sa Grandeur l'a positivement déclaré, quelque temps après avoir signé les arrangements du 15 Décembre. Se voyant, en effet, incapable de faire face aux obligations de la première clause de cette entente, Sa Grandeur pria les médecins de l'Ecole de garder leur propriété et de continuer, comme par le passé, à donner leurs cours dans leur maison. Plus tard, l'Evêque a encore reconnu, dans une lettre à l'Ecole, avoir renoncé à l'entente du 15 Décembre, puisqu'il y demande aux médecins s'il n'y aurait pas moyen de régler la question d'argent en louant leur maison à la Corporation Episcopale de Montréal.

Après cela, de quel droit vient-on reprocher à l'Ecole de Médecine de manquer à sa parole donnée en n'accomplissant pas sa part des engagements du 15 Décembre ? Cette accusation, comme on le voit, est tout simplement absurde et une odieuse calomnie. Les membres de l'Ecole ont surtout appuyé sur ce point décisif, dans leur Protestation, en date du mois de Janvier dernier ; mais ils ont aussi rappelé, quoique d'une manière succincte, d'autres conditions d'entente que ni

L'Université Laval ni Mgr l'Evêque de Montréal n'ont pu accomplir à leur égard, et c'est ce que nous allons nous attacher à démontrer dans la suite du présent article. Qu'il nous suffise de rappeler ici que l'Université Laval s'était liée avec l'Ecole à observer absolument toutes les clauses du Décret de 1876, ce qui ne l'a pas empêché de pousser de toutes ses forces à la violation de certains points de ce Décret.

Comme l'Ecole traitait ici avec un Evêque et un Prêtre et sous la vue d'un Représentant du St Siège, elle attachait peu d'importance au fait que toutes les conditions de son union à l'Université Laval n'étaient point écrites. Elle voyait sa sécurité dans la haute respectabilité de ceux avec lesquels elle contractait.

Aussi quelle ne fut pas sa déception, lorsque, quelques mois plus tard, elle s'aperçut que l'Université Laval méprisait et les conditions écrites et les conditions verbales! Quelle ne fut pas sa surprise d'apprendre qu'aux yeux de l'Université Laval, l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal n'existait même plus, et que, par conséquent, il ne pouvait plus être question pour cette Ecole de parler de ses droits sacrés. Ses droits! Mais ils avaient misérablement péri avec elle, la pauvre infortunée, le jour où elle avait signé les deux fameux contrats!

En face de telles prétentions, que devait faire l'Ecole! L'esprit de soumission au St Siège lui faisait-il une loi de se résigner et de se dire: Je croyais être encore vivante tout en étant unie à Laval, et c'est dans cette conviction que j'ai fait un pacte avec elle, mais elle veut bien me dire aujourd'hui que je me suis méprise du tout au tout, que j'ai cessé d'exister, que je suis bien morte, que je dois me résigner et me soumettre! L'Ecole pouvait protester, réclamer, et c'est ce qu'elle a fait.

Mais comme il s'agissait dans toute cette affaire de l'exécution de Décrets émanés de l'autorité sainte de l'Eglise, l'Ecole

voulut suivre, dans ses protestations, la règle de conduite que le droit canon trace aux fidèles qui, se croyant lésés dans leurs droits, réclament et protestent.

L'Ecole porta ses plaintes à Sa Grandeur Monseigneur Edouard Charles Fabre, Evêque de Montréal. Voici le texte même de ces diverses plaintes :

« MONTRÉAL, 23 FÉVRIER, 1878.

A SA GRANDEUR, L'EVÊQUE DE MONTRÉAL.

« MONSEIGNEUR,

L'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté de Médecine de l'Université du Collège Victoria, à Montréal, désire savoir de Votre Grandeur même si Elle n'a pas appelé auprès d'Elle le vingt-deux Décembre dernier, par lettre du Rév. Messire Lesage, les Drs Munro, Trudel et Rottot, et si elle n'a pas dit à ces messieurs qu'ils avaient été nommés, dans l'ordre ci-dessus, par le Conseil Universitaire de l'Université Laval de Québec, pour former le conseil de la faculté de médecine de l'Université Laval, à Montréal. Ce point fixé, le conseil de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, ainsi constitué, n'a-t-il pas à son tour nommé Messieurs les Drs Bibaud, Peltier, Coderre, d'Orsonnens, Hingston, Brosseau, Desjardins, Lachapelle et Lamarche pour entrer comme Professeurs dans la susdite faculté, et l'ordre de préséance ne devait-il pas être celui de la nomination.

Votre grandeur est priée de vouloir bien remarquer que les listes qui lui ont été envoyées, comme celles adressées à M. le Recteur, avaient été préparées et signées par les Messieurs de l'Ecole, sur la demande de notre conseil, qui désirait avoir leur approbation ainsi que celle des Drs Hingston, Desjardins, Lachapelle et Lamarche, il en a été de même pour la nomination le sept (7) janvier dernier, des Drs Ricard, Dagenais et Beaudry. Ne les avez-vous pas agréés dans cet ordre ? Et après l'arrangement même avec l'Université-Laval

conduite que
nt lésés dans

Monseigneur
Voici le texte

FÉVRIER, 1878.

Montréal, Faculté
ria, à Montréal,
e n'a pas appelé
er, par lettre du
l et Rottot, et si
té nommés, dans
e de l'Université
le la faculté de
Ce point fixé, le
niversité Laval à
our nommé Mes-
rsonnens, Hings-
marche pour en-
ulté, et l'ordre de
omination.
n remarquer que
celles adressées à
nées par les Mes-
conseil, qui desi-
les Drs Hingston,
été de même pour
des Drs Ricard,
as agréés dans cet
l'Université-Laval

de Québec, n'est-ce pas le conseil seul de Montréal, avec
votre approbation, qui faisait les nominations, et qui fixait
par là même le rang de propriété de chacun des Professeurs ?

Pour sauver tout trouble à Votre Grandeur, l'Ecole vous
prie de lui envoyer tout simplement cette lettre avec un oui
ou un non au-dessus de votre signature.

Daignez recevoir, Monseigneur, l'expression de notre pro-
fond respect

(Signé)

"

E. H. Trudel Prés :

Ths. E. d'Odét d'Orsonnens,

Secrétaire.

(RÉPONSE)

« Evêché, 2 Mars, 1878

« Messieurs,

« Je dois avant tout vous demander excuse du retard que
j'ai mis à répondre à votre lettre du 23 Février. Vous me
pardonnerez facilement quand vous saurez que j'ai été absent
presque toute la semaine et que je voulais répondre avec
soin aux demandes qui me sont adressées.

« En faisant appeler les trois Docteurs désignés par l'Univer-
sité Laval le vingt-deux Décembre, je n'ai pas donné à M. Le-
page, d'indication de préséance, seulement je l'ai prié d'ap-
peler ces Messieurs, et en les nommant, j'ai suivi le rang que je
supposais qu'ils auraient. La dépêche m'a été remise au mo-
ment où je venais de faire une très nombreuse ordination,
ma chambre était pleine de monde et je croyais que tout
pressait. Ce n'est qu'à mon retour à l'Evêché, dans l'après-
midi, que je vis la lettre qui m'était adressée par M. Hamel,
cette lettre n'avait pas un caractère officiel, elle n'était
qu'une exposition des vues des Messieurs de Québec. Dans
cette lettre les Docteurs étaient nommés dans l'ordre suivant
Hingston, Rottot et Trudel, j'ai cru que les noms avaient été mis
au hasard sans tenir compte du rang, voilà pourquoi en lisant

des extraits de cette lettre, je suivais l'ordre d'âge pour nommer les trois Médecins, je ne pouvais soupçonner qu'il y eût des raisons particulières de changer cet ordre, voilà pour quoi, plus tard, j'ai exprimé mon étonnement en constatant ce renversement.

« Nous avons envoyé par télégraphe les noms des Docteurs Bibaud, Peltier, Coderre, d'Orsonnens, Hingston, Brosseau, Desjardins, Lachapelle et Lamarche dans cet ordre, mais nous n'avons pas signifié que nous voulions que cet ordre fut suivi. Quoique j'étais convaincu qu'il le serait et que par conséquent en cela, j'ai été désappointé. Je ne crois pas que l'ordre des préséances fut du ressort du conseil de Montréal, mais j'avais toutes raisons de croire que rien ne se ferait sans m'être communiqué, même pour ce détail.

« Il est très-fâcheux que l'on ait cru pouvoir passer outre et que l'on n'y ait pas même songé.

« Il me reste à vous prier de rendre la position la moins pénible possible et de faire tout au monde pour que tout s'arrange à l'amiable.

Veuillez me croire, Messieurs,

Votre tout dévoué serviteur,

(Signé) † Edouard Ch. Ev. de Montréal

Dans cette première difficulté, l'Ecole, dans l'intérêt de la paix, voulut bien tolérer le mépris par Laval du droit de préséance qu'elle s'était réservé dans les conditions verbales de son entente avec le Recteur de cette Université.

L'Ecole espérait qu'avec le temps, Laval sentirait le besoin d'être plus loyale. Hélas ! c'était trop espérer. Bientôt la conduite de Mr le Recteur vint porter de nouvelles et plus sérieuses atteintes aux contrats. Et de nouveau, comme on va le voir, l'Ecole se plaignit à l'Ordinaire du Diocèse de Montréal.

A Sa Grandeur Mgr. Edouard Chs. Fabre,
Evêque de Montréal.

« Monseigneur

« Je viens au nom de l'Ecole soumettre à Votre Grandeur les questions et les réflexions suivantes :

« Pour se rendre à ce que Votre Grandeur semblait désirer, l'Ecole, qui jusque là avait eu son indépendance parfaite et ses ressources heureuses de prospérité, voulut bien entrer en pour-parler avec l'Université Laval, représentée par son recteur, le Révérend Monsieur Hamel.

« Il s'agissait ni plus ni moins pour notre Ecole de s'unir à l'Université Laval de telle façon qu'elle devint comme une partie de cette Université.

« Nous n'en étions pas à notre première tentative d'entente avec Laval, et les rapports que nous avions eus à différentes reprises avec les chefs de cette Institution ne nous prédisposaient point à espérer qu'on nous traiterait cette fois avec plus d'équité que précédemment.

« Mais Votre Grandeur intervenait. C'était même sous la haute direction de l'Evêque de Montréal que le nouvel état de choses, qu'on nous proposait, devait être immédiatement placé. La loyauté de l'Evêque nous fut une garantie que ce qui serait réglé entre Laval et notre Ecole serait à jamais sacré.

« Forts de cette conviction, les Professeurs de l'Ecole concédèrent tout ce qu'ils purent raisonnablement concéder, et l'union que Votre Grandeur désirait, fut résolue et assise sur des conditions verbales ou écrites que, sur la foi de l'honneur Episcopal, nous croyions inviolables.

« Ce qui s'est passé depuis nous a révélé que l'Université Laval, fidèle à ses antécédents avec notre Ecole, et se souciant peu de la responsabilité d'honneur assumée par Votre Grandeur dans toute cette affaire, ferait peu de cas du contrat qui réglait les conditions de notre union ou fusion.

« Le dernier séjour à Montréal de Mr Hamel, Recteur de Laval, et les annonces qu'il publia dans les journaux, sans avoir, au préalable, consulté le conseil de la Faculté et sans s'être entendu avec lui, nous donnent une nouvelle preuve du peu de respect que nos conditions peuvent attendre du Conseil Universitaire.

« Et sans la ferme espérance que Votre Grandeur saura, à tout prix, maintenir ces conditions dans leur intégrité et dans leur force, et justifier ainsi pleinement la foi que l'Ecole a reposée en l'honneur Episcopal, nous aurions déjà signifié à l'Université Laval que la position qu'elle nous fait n'est pas acceptable et que l'Ecole ne saurait en aucune façon la tolérer.

« Voici, Monseigneur, dans toute leur simplicité, les questions bien définies entre Laval et l'Ecole, et qui sont redevenues des problèmes depuis que Mr le Recteur de l'Université a agi de la manière ci dessus mentionnée.

- 1o. Quand commenceront les cours de l'Ecole ?
- 2o. Quelle en sera la durée ?
- 3o. Quel en sera le prix ?
- 4o. Comment, par quel mode s'en effectuera le paiement ?
- 5o. Où les cours se donneront-ils ?
- 6o. Pendant les deux années à venir, les examens se feront-ils chez nous, comme par le passé ?
- 7o. L'argent des diplômes restera-t-il aux anciens membres de l'Ecole, comme compensation du tort résultant nécessairement du changement dans le mode d'existence de l'Ecole ?
- 8o. Les cliniques chirurgicales et médicales des Docteurs Hingston et Rottot seront-elles seules payées et reconnues comme celles du programme Universitaire ?
- 9o. Le mode de distribution entre les Professeurs se fera-t-il comme par le passé ?

« Ces différents points étaient réglés le jour, où nous rendant à votre désir, Monseigneur, nous consentions à ce que

notre Ecole fit partie de l'Université Laval, mais ils sont redevenus des questions depuis que cette Université a tenu à notre égard l'étrange conduite que nous dénonçons à Votre Grandeur.

« L'Ecole, qui ne peut en aucune façon permettre qu'on sacrifie ses droits les plus sacrés, ne saurait plus longtemps vivre dans l'incertitude de savoir si Laval entend ou non, respecter les conditions de notre union à elle. Voilà pourquoi nous venons, Monseigneur, poser à votre loyauté les neuf questions ci-dessus, attendant une réponse claire, précise, nette et positive à chacune d'elles. La position qui nous est faite par Laval ne peut durer plus longtemps, et nous avons besoin, en de telles circonstances, du secours de toute la franchise et de toute la loyauté de Votre Grandeur.

« Nous comptons que l'amour que vous portez à votre Diocèse et que la grande sollicitude dont vous entourez votre ville Episcopale, vous portera à protéger avec fermeté une Institution qui se flatte d'avoir fait son bien et son œuvre à Montréal.

« L'Autorité Diocésaine a vu se former notre Ecole, Elle l'a vue se développer et grandir à l'ombre de sa haute protection et à l'aide de ses paternelles bénédictions. L'Ecole, de son côté, s'est tenue étroitement unie à cette Autorité, et jusqu'ici elle n'a eu qu'à s'en applaudir.

« Ayant été fondée, s'étant développée sous de telles conditions, notre Ecole est une Institution non-seulement Catholique et Canadienne-Française, mais elle est une Institution appartenant à Montréal. La sacrifier, nous ne le pouvons pas, et Votre Grandeur ne nous le permettrait pas: car il y aurait là une faiblesse déplorable.

« Et, toutefois, sans le ferme appui que nous attendons de Votre Grandeur, comment notre Ecole échappera-t-elle aux attaques dont elle est l'objet et qui viennent encore de se manifester dans le fait que, sur les instances d'un des Profes-

seurs de l'Université Laval, le Lieutenant Gouverneur refuse de sanctionner les règlements de l'Ecole, bien qu'ils soient approuvés du Conseil. Nous ne parlons pas des efforts que l'on fait dans le même camp pour indisposer contre notre Ecole l'Université Victoria à Cobourg, à laquelle nous sommes affiliés.

« Nous ne rappellerons pas à Votre Grandeur au prix de quels sacrifices l'Ecole a pu faire son œuvre et arriver à abriter dans son sein plus de cent trente (139) élèves. Nous nous contenterons d'assurer à Votre Grandeur que nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour conserver la vie et l'honneur à cette Ecole qui est comme la fille aînée des Evêques de Montréal.

« Dans l'espérance que Votre Grandeur se hâtera de nous rassurer, par des réponses claires et positives aux questions que nous avons l'honneur de Lui soumettre, sur nos conditions d'union avec Laval, je vous prie, Monseigneur, d'accepter le respect profond avec lequel je demeure, de Votre Grandeur, le très humble et tout dévoué serviteur.

(Signé,) THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,
Secrétaire E. M. C. M.

Voici maintenant la réponse textuelle de Mgr. l'Evêque de Montréal à cette plainte :

« Evêché, 10 Mai. 1878.

« Monsieur le Secrétaire,

« Vous êtes venu, il y a quelques jours, me remettre une lettre que vous m'écriviez de la part de l'Ecole de Médecine. J'aurais voulu y répondre plus tôt, mais j'ai été tellement occupé depuis quelques jours que j'ai remis de jour en jour l'étude des questions que vous me posiez. A première lecture, j'avais d'abord cru qu'il me faudrait un travail assez long et peut-être une correspondance avec Québec pour répondre, et alors je me proposais de traiter ces questions pendant mon

séjour dans cette ville, mais hier soir, en lisant les différents documents que vous avez signés conjointement avec M. Hamel et vos collègues, je vois que presque toutes vos questions y trouvent leurs réponses. Je ne peux rien faire de mieux que de vous engager à les relire. Quant à la 6e et la 8e questions, elles n'ont jamais été posées; il faudrait une entente, au moins une consultation à ce sujet. La cinquième question trouvera sa réponse chez vous. Car vous savez très bien que quand j'ai parlé d'un autre local, c'est parce que vous paraissiez y trouver une économie.

« Je prie Dieu de nous éclairer dans cette affaire importante, de ne pas permettre que rien ne se fasse contrairement à sa volonté.

Veuillez me croire, M. le Secrétaire,

Votre tout dévoué serviteur,

(Signé,)

† EDOUARD CHS: Ev. de Montréal.

Cette lettre de Mgr de Montréal référant l'Ecole aux conditions écrites ne répond à rien, puisqu'elle perd de vue que la plainte de l'Ecole est précisément que les conditions écrites ne sont pas plus respectées que les conditions verbales, et par cela même cette lettre équivaut à une fin de non recevoir.

Ayant soumis sa cause à un premier tribunal qui, dans le vrai et dans le fond, refuse de s'en saisir, que devait faire l'Ecole pour demeurer fidèle à la règle qu'elle s'était faite de suivre la discipline catholique?

Les Evêques de la Province Ecclésiastique de Québec allaient se réunir en concile.

Certes, l'Ecole ne pouvait mieux faire que de porter sa cause devant ce haut tribunal et c'est ce qu'elle fit par le document suivant :

« A Nos Seigneurs les Archevêque et Evêques de la Province
Ecclésiastique de Québec.

« Messieurs.

« L'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal sachant que le St Siège a confié à l'Archevêque et aux Evêques de cette Province la haute surintendance sur tout ce qui concerne la discipline et la doctrine de l'Université Laval, supplie humblement Vos Grandeurs de porter leur sollicitude pastorale sur les faits ci-dessous mentionnés.

I

« C'est pour se rendre aux désirs de Mgr Conroy, Délégué Apostolique, et de Mgr Fabre, Evêque de Montréal, que notre Ecole a consenti de s'unir à l'Université Laval.

« Notre Ecole n'avait aucun besoin de cette union. Elle avait sa vie propre et indépendante de tout contrôle d'Institution étrangère. Car, bien qu'affiliée à l'Université Victoria, elle n'en demeure pas moins libre dans tout ce qui a rapport à son action scientifique, disciplinaire, morale et religieuse.

« L'Université Victoria est, il est vrai, une Institution protestante; mais d'abord, notre Ecole n'a pas été libre de s'affilier à une Université Catholique, et cela, soit parce que Laval n'a jamais voulu lui accorder une affiliation à des conditions acceptables, soit parce que Laval s'est toujours opposée à ce que Montréal eût son Université Catholique. Ensuite, l'Université à laquelle notre Ecole est affiliée n'ayant aucun contrôle sur notre enseignement nous ne voyons aucun péril menacer la foi de nos élèves, surtout quand notre Ecole continue, comme elle l'a toujours fait, à se tenir parfaitement soumise à l'enseignement de l'Eglise.

« Enfin, n'est-il pas plus tolérable d'être affiliée à une Institution protestante de laquelle on est parfaitement indépendant, que de confier des chaires d'enseignement, dans une Université Catholique, à des Professeurs protestants ?

Une union avec Laval ne pourrait grandement influer sur la prospérité de notre Ecole qui est déjà assez florissante pour que Laval reconnaisse et confesse que ce serait se suicider elle-même que de lui accorder une affiliation.

Donc nul autre intérêt, nulle autre raison que de déférer aux désirs des Supérieurs Ecclésiastiques ne sollicitaient notre Ecole de s'unir à Laval.

II

C'est sur la foi de conditions écrites ou verbales que nous avons accepté l'union de notre Ecole à Laval. Nous croyions que les conditions verbales faites avec un corps composé d'hommes d'honneur, seraient respectées à l'égal des conditions écrites. Nous faisons-nous illusion ? Nous trouverions trop cruel de le croire. Cependant voici des faits malheureusement trop éloquents par eux-mêmes et qui nous jettent dans de bien mortelles inquiétudes à ce sujet.

Le Conseil Universitaire, en formant le conseil de la faculté crut devoir mettre de c à l'ordre des préséances. L'Ecole réclama.

Le Recteur de l'Université Laval en appela à un malentendu qu'il attribua à Mgr de Montréal. Mais bien que notre Evêque ne voulut point reconnaître la culpabilité de ce pré-tendu malentendu, les réclamations de l'Ecole demeurèrent lettres mortes et le droit de préséance violé ne fut point rétabli.

C'était encore une convention verbale et même une convention écrite que de l'automne 1878 à celui de 1880, c'est-à-dire pour deux ans, les cours et leurs conditions ne seraient pas changés pour notre Ecole.

Or, sans même avoir préalablement consulté l'Ecole, M. le Recteur de l'Université-Laval est venu par la presse, inviter non-seulement les Etudiants en Droit, ce qui ne nous regarde pas, mais même les Etudiants en Médecine, de s'inscrire

au plus vite, annonçant que les cours commenceraient à une époque qui n'est point celle que l'Ecole a, jusqu'à ce jour, fixée. Cette initiative prise par le Recteur de l'Université, en dehors de toute entente avec l'Ecole, mettait en question plusieurs points importants qui avaient eu leur solution dans les conditions verbales ou écrites sur lesquelles s'était résolue l'union de notre Ecole à Laval : Quand commenceraient les cours ? Quelle en serait la durée ? Quel en serait le prix ? Comment les examens se feraient-ils pendant les deux années à venir ? Comment l'Université-Laval entend-elle aujourd'hui résoudre tous ces problèmes qui avaient été d'abord si bien réglés ? Nous ne le savons pas. Les questions que nous avons cru devoir adresser à l'autorité diocésaine, pour nous renseigner, ayant reçu une réponse qui nous renvoie aux *conventions écrites*, ne nous ont point fait sortir du cercle vicieux où nous jette le manque de fidélité de Laval aux conventions écrites comme aux conventions verbales qui étaient les conventions de notre union.

III

Mgr : le Délégué Apostolique a bien voulu dire à plusieurs d'entre nous, que, pour s'unir à Laval, il ne fallait point faire de concessions telles que notre Ecole en fut comme anéantie. Eh bien, que resterait-il de notre Ecole si les prétentions de Laval venaient à triompher ? Elle ne serait pas même une succursale ; car à une succursale il reste, il doit rester au moins un droit, celui de faire respecter les conditions qui l'ont faite succursale.

Il est bien évident que ce que l'Université-Laval veut obtenir, c'est de s'implanter à Montréal de telle sorte qu'elle puisse dire : *Il n'y a pas deux écoles catholiques de Médecine, deux écoles de droit l'une à Québec et l'autre à Montréal ; il n'y en a qu'une : elle s'appelle "l'Université-Laval," seulement cette Université à des Professeurs qui enseignent à Québec et elle a d'autres Professeurs qui enseignent à Montréal.*

Or, qu'on nous permette de le confesser avec une pleine franchise, après les sacrifices qu'elle a faits depuis trente-cinq années pour servir la patrie, notre Ecole ne consentira pas à aller se perdre, se fondre tout entière dans une institution qui n'a pas plus droit qu'elle de vivre seule sous le soleil.

IV

L'Université-Laval invoque les sacrifices que sa fondation a coûtés. Notre Ecole respecte d'autant plus cette invocation qu'elle se croit les mêmes droits que l'Université-Laval à la faire entendre. Seulement notre Ecole n'avait pas reçu de fortune pour réaliser son œuvre. Dieu sait quelles fatigues, quels labeurs a coûtés l'heureuse action qu'elle est parvenue à exercer ; aujourd'hui encore, les Professeurs sont à peine rétribués, les revenus étant consacrés à solder les dettes contractées pour l'Ecole. Et non-seulement les Professeurs s'astreignent à soigner gratuitement les malades de l'Hôtel-Dieu, mais ils se sont rendus personnellement responsables d'une somme qui approche vingt-cinq mille piastres, coût du terrain et de l'édifice actuellement occupés par l'Ecole.

Certes, si le Séminaire de Québec a le droit de demander qu'on ne laisse pas périr Laval qui lui a coûté tant de sacrifices, nous avons bien, nous aussi, le droit de supplier qu'on ne détruise pas une Ecole qui s'est élevée par les bénédictions que le ciel a bien voulu verser sur les sueurs que nous avons répandues pour la fonder et pour la maintenir.

V

Lorsque l'Ecole a consenti à s'unir à l'Université-Laval, elle n'était pas libre. C'est un principe que pour être libre, il faut avoir la lumière de son acte. Or cette lumière a manqué à notre Ecole. Par un malentendu qui n'a pas dépendu d'elle, la position ne lui a pas été révélée telle qu'elle était réellement.

Non-seulement, on nous a concédé des droits dont on nous prive aujourd'hui, mais on nous a de plus induits en erreur sur le véritable état de la question.

C'est ainsi qu'on nous a pressés d'en finir en nous assurant que nous étions les seuls qui retardions l'établissement des chaires universitaires à Montréal, puisque, disait-on, toutes les autres Facultés étaient établies. Or, le jour même où l'on célébrait, par une messe solennelle, la création des facultés à Montréal, il n'y avait rien de définitivement réglé quant aux Facultés de Théologie et des Arts. Les Professeurs de la Faculté de droit étaient nommés, mais des questions importantes, par exemple celle des salaires, n'avaient pas même été touchées.

A l'heure qu'il est, nous ne savons pas où en sont les Facultés de Droit et de Théologie, mais nous avons la certitude, que pour la Faculté des Arts, rien n'est défini ; la question, soumise au Supérieur des Jésuites, n'ayant pas encore reçu de solution.

Certes, si nous avions connu la véritable position, nous aurions pris le temps de tout écrire ; nous aurions tout stipulé, et nous ne serions pas dans la pénible obligation où nous sommes aujourd'hui.

VI

Voilà les faits que nous avons cru devoir porter à la connaissance de Vos Grandeurs, Messieurs, espérant fermement qu'après en avoir pris connaissance et les avoir vérifiés au besoin, par une enquête où nous serions entendus, Elles trouveront justes les conclusions qui s'imposent d'elles-mêmes à notre Ecole.

10. Comme l'Ecole a toujours été dévouée et soumise à l'Eglise, elle sait que l'Eglise ne peut vouloir l'anéantir ;

20. Comme la position que Laval fait à notre Ecole la ruinerait à jamais, nous ne pouvons en aucune manière l'accepter ;

30. Comme les conditions verbales ou écrites qui ont servi de base au contrat de notre union à Laval n'ont pas été respectées, nous considérons ce contrat comme parfaitement annulé, par conséquent nous considérons notre union avec cette Université comme rompue,

40. Comme l'Ecole ne peut vivre qu'en conservant son autonomie, nous déclarons formellement que nous ne consentirons jamais à une fusion avec l'Université-Laval, sans que cette autonomie nous soit parfaitement garantie.

Et en communiquant en toute sincérité ces conclusions à Vos Grandeurs, nous ne croyons manquer ni à la soumission, ni au respect filial que nous portons à l'Eglise, notre mère. Il nous semble que ni le St. Siège, ni Vos Grandeurs n'ont jamais voulu forcer une Ecole qui a donné ses preuves de dévouement à la bonne cause, en ne reculant devant aucun sacrifice pour former des médecins chrétiens et savants, à se suicider elle-même par un pacte qui lui retire toute son autonomie.

D'ailleurs, l'Eglise, dans les temps mauvais que nous traversons comme dans les temps meilleurs qu'elle a connus, loin de déconcerter les dévouements, se plaît à les encourager. Elle ne brise pas, elle n'étouffe pas les Institutions que ses fils élèvent pour le bien des intelligences. Elle les bénit avec amour, afin que ces Institutions se multiplient et prospèrent sous l'œil de Dieu.

Dans l'espérance que Vos Grandeurs verront dans notre présente démarche auprès d'Elles, l'humble appel de la justice et du droit méconnus, au plus vénérable et au plus sacré tribunal de ce pays, nous déposons à leurs pieds, tant en notre nom qu'en celui de l'Ecole,

Tout notre respect filial.

(Signé,)

E. H. TRUDEL,

Président.

Ths. E. D'ODET D'ORSONNENS.

Secrétaire E. M. C. M.

Montréal, 21 Mai 1878.

Nos Seigneurs les Evêques réunis en Concile ne se jugèrent pas compétents à décider la cause, et Mgr l'Archevêque de Québec fut chargé par leurs Grandeurs d'en informer l'Ecole par la lettre suivante :

Archevêché de Québec,

Québec, 27 mai 1878.

E. H. Trudel, Ecr., M.D., Président de l'Ecole Canadienne de Médecine à Montréal.

Monsieur le Président.

Je profite du premier moment libre après le Concile pour vous informer que j'ai communiqué à Nos Seigneurs les Evêques de la Province, votre mémoire du 21 courant, concernant certaines difficultés entre vous et l'Université Laval. Ils ont été unanimes à dire avec moi que le règlement de ces difficultés n'entre point dans les attributions du Conseil Supérieur établi par la Bulle d'érection canonique de l'Université Laval. Nous sommes aussi tombés d'accord pour regretter l'existence de ces difficultés et pour exprimer l'espoir qu'elles se régleront à la satisfaction de toutes les parties intéressées.

J'ai l'honneur d'être,

M. le Président,

Votre tout dévoué serviteur,

† E. A. ARCH. de Québec.

Remarquons-le ici, l'Ecole loin de refuser l'obéissance et la soumission à Nos Seigneurs les Evêques, s'adresse, au contraire, avec confiance à leur sacré tribunal. Les Evêques, jugeant la cause bien différemment de certains adversaires de l'Ecole, ne répondent pas : " Quelle que soit la conduite de Laval à votre égard, vous devez vous soumettre ; car il y a tel Décret et telle Bulle qui ordonnent que vous vous soumettiez à l'Université Laval de la façon même que cette Université veut vous soumettre." Non, Nos Seigneurs les Evêques qui

le ne se jugé-
l'Archevêque
d'en informer

27 mai 1878.
Canadienne de

le Concile pour
s Seigneurs les
21 courant, con-
Université Laval.
règlement de ces
du Conseil Supé-
e de l'Université
rd pour regretter
er l'espoir qu'elles
arties intéressées.

ar,
rch. de Québec.

user l'obéissance et
ques, s'adresse, au
inal. Les Évêques,
certains adversaires
soit la conduite de
mettre ; car il y a tel
ous vous soumetties
ue cette Université
urs les Évêques qui

connaissent et le Décret et la Bulle, voient dans les difficultés survenues entre l'Ecole et Laval, une question si délicate et si haute qu'ils ne se croient pas aptes à la juger.

L'Ecole cependant, s'étonne que cette question ne soit pas de la compétence des Évêques réunis en Concile ; et tout en manifestant cet étonnement à Mgr l'Archevêque, elle croit devoir l'informer qu'elle se voit dans la pénible obligation de s'en tenir aux conclusions de son mémoire, tant que la lumière ne sera pas faite sur le mérite des graves questions de justice et de droit qu'elle a respectueusement soumises aux Évêques réunis en Concile.

Voici la lettre même de l'Ecole à Mgr. l'Archevêque.

A Sa Grandeur Mgr. E. A. Taschereau,
Archevêque de Québec.

Monseigneur,

La très honorée lettre que Votre Grandeur a daigné nous écrire le 27 du courant, nous est parvenue en son temps.

En dehors des intérêts Universitaires, le mémoire que notre Ecole a soumis à l'Episcopat de cette Province nous semblait porter des questions de morale, de véritables cas de conscience : Est-il équitable de manquer à des conditions écrites ou verbales qui ont servi de base à un contrat ? Est-il juste de représenter la position autre qu'elle n'est à l'une des parties contractantes, et cela dans le but évident de la forcer à hâter son adhésion au contrat ? Est-il permis d'anéantir une Institution utile et bonne, quand ceux qui la dirigent après l'avoir fondée, sont personnellement responsables des frais qu'elle a coûtés ? Nous croyions que quelque fût la véritable position de Nos Seigneurs les Évêques vis-à-vis l'Université-Laval, il leur était toujours permis de juger toute question de justice et de droit, quand bien même cette Université s'y trouverait concernée.

C'est donc avec une véritable déception que nous apprenons par la lettre de Votre Grandeur que l'Ecole s'est méprise

sur la juridiction du haut tribunal de l'Épiscopat de cette Province, même en fait de morale. Et c'est avec un profond regret qu'elle se voit dans la pénible obligation de s'en tenir aux conclusions de son mémoire, tant que la lumière ne sera point faite sur le mérite des graves questions de justice et de droit qu'elle a respectueusement posées à Votre Grandeur et à ses Vénérables Frères, Nos Seigneurs les Évêques.

Agréé, Monseigneur, tout le profond respect avec lequel nous demeurons, de Votre Grandeur, les très humbles serviteurs.

(Signé,) E. H. TRUDEL,
Président.

THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,
Secrétaire E. M. C. M.

Montréal, 6 Juin 1878.

Comme le mémoire que l'Ecole présentait à Nos Seigneurs les Évêques renfermait plus d'une accusation contre l'Université-Laval, l'Ecole en remit une copie au Recteur. Et voici l'échange de lettres que cet incident appela entre M. le Recteur de l'Université et l'Ecole. On y verra clairement la part que l'Université voulait faire à l'Ecole, part qui se réduit purement et simplement à l'anéantissement complet de l'Ecole.

Québec, 24 Mai 1878.

« Université-Laval,

Ths. E. d'Odét d'Orsonnens, Ecr., M. D.

Sec. Ecole de M. et C. M. Montréal.

« Monsieur le Secrétaire,

Je regrette de ne m'être pas trouvé chez moi lorsque, vous et M. le Dr. Coderre m'avez fait l'honneur de votre visite, car j'aurais bien aimé à avoir des explications sur la portée du mémoire que vous m'avez communiqué.

Les travaux du Concile et la préparation de la translation des restes de Mgr de Laval m'ont empêché d'aller vous rendre visite immédiatement à l'hôtel St. Louis. Quand j'ai pu y aller, vous veniez de partir.

Je vois bien que le mémoire déclare que le contrat conclu entre l'Ecole de Médecine de Montréal et l'Université-Laval est rompu ; mais je ne vois pas bien quelle est la portée de ce document. Si, comme j'ai lieu de le craindre, cette rupture est l'équivalent d'une résignation de la part des Professeurs au nom de qui le mémoire est fait, comme la résignation d'un nombre considérable de Professeurs pourrait avoir pour effet d'empêcher le fonctionnement de la succursale cet automne, je vous prie de m'en donner à moi-même une notification directe et officielle. L'annuaire de cette année entrainera beaucoup plus de dépenses que celui des années précédentes si la succursale de Montréal donne ses cours cet automne. Il y a, par conséquent, une question de justice à ne pas nous laisser faire une dépense qui serait inutile, si la succursale ne devait pas entrer en fonction cette année.

Je compte donc, cher Monsieur, sur votre loyauté pour me faire savoir au plus tôt le sens précis que l'Université-Laval doit attacher au document que vous m'avez transmis.

J'ai l'honneur d'être,

Cher Monsieur,

Votre très humble serviteur,

(Signé,) Th. E. Hamel, Ptre,

R. U. L.

(Réponse.)

Montréal, 28 Mai 1878.

" Au très-Rév. TH. E. HAMEL, Ptre.,

Recteur de l'Université Laval,

Québec.

" Monsieur le Recteur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la réponse officielle aux

inquiétudes dont votre honorée lettre du 24 courant veut bien me faire part.

En lisant bien attentivement le mémoire dont nous vous avons laissé une copie, il est facile de se convaincre que c'est notre Ecole qui y parle en son propre nom.

Quant à l'annuaire de l'Université Laval, il nous paraît certain que vous n'y insérerez rien au sujet des chaires de la Faculté de Médecine de Montréal avant que Nos Seigneurs les Evêques, qui sont maintenant saisis de la grave question qui concerne notre Ecole, aient répondu à notre Mémoire.

Notre Ecole, portant sa cause au très-haut et très-secourable tribunal de l'Episcopat de cette Province, a cru que la loyauté lui faisait un devoir de ne pas laisser ignorer cette démarche au Conseil Universitaire, et c'est le seul et unique motif qui nous a fait vous laisser une copie de notre Mémoire.

Agréez, Monsieur le Recteur,

Le respect profond avec lequel nous demeurons,
Vos très-humbles serviteurs,

(Signé,) E. H. TRUDEL, Président.
" THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,
Secrétaire E. M. C. M.

M. le Recteur se rendit à Montréal, et après une conversation avec Monsieur le Secrétaire de l'Ecole, les lettres suivantes furent échangées :

Montréal, 3 juin 1878.

Ths. E. d'Odét d'Orsonnens,

Sec : E. M. C. M.

« Monsieur,

D'après les explications verbales que j'ai eu l'honneur de vous donner aujourd'hui sur le sens de ma lettre du 24 Mai

dernier, vous me rendriez un grand service en me faisant connaître la position réelle que tiennent vis-à-vis la Faculté de Médecine de l'Université-Laval MM. les Professeurs de l'Ecole de Médecine de Montréal qui adoptent les conclusions du mémoire présenté à NN. SS. les Evêques.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Avec considération,

Votre très-humble serviteur,

(Signé) THOS. E. HAMEL, Ptre..

R. U. L.

« Montréal, 4 juin 1878.

Révérènd Messire Ths. E. Hamel, Ptre.,

R. U. L.

« Monsieur le Recteur,

A une assemblée de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, tenue ce jour chez M. le Dr Trudel, pour prendre en considération votre lettre du 3 courant, il a été résolu unanimement, MM. les Drs Rottot et Brosseau s'abstenant de voter, que :

L'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal s'en tient à son entente par écrit avec l'Evêque de Montréal et aux conditions verbales et par écrit convenues avec l'Université-Laval, telles que exposées dans le mémoire à Nos Seigneurs les Evêques ; et que la rupture dont vous parlez ne pourra avoir lieu que dans le cas où ces conditions seraient définitivement violées. Je dois ajouter qu'il n'est pas question de résignation de la part des Professeurs.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Recteur,

Avec le plus profond respect,

Votre très-humble serviteur,

(Signé) THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,

Sec : E. M. C. M.

urant veut bien
dont nous vous
convaincre que
om.

, il nous parait
des chaires de la
e Nos Seigneurs
a grave question
otre Mémoire.

aut et très-secou-
ince, a cru que la
esser ignorer cette
t le seul et unique
opie de notre Mé

us demeurons,
teurs,

Président.

r d'ORSONNENS,
crétaire E. M. C. M.

après une conversa-
Ecole, les lettres sui-

éal, 3 juin 1878.

j'ai eu l'honneur de
ma lettre du 24 Ma

« Montréal, 4 juin 1878.

Ths. E. d'Odet d'Orsonnens, Ecr., M. D.

Sec : E. M. et C. M.

« Monsieur le Secrétaire,

Afin qu'il n'y ait pas de malentendu, je crois devoir vous renouveler par écrit l'indication que j'ai eu l'honneur de vous donner hier verbalement. La nécessité où je suis de partir ce soir exige une réponse précise, ce soir, à 4 heures. Faute d'une réponse précise et qui me permette de marcher sans ambiguïté, je devrai comprendre que les membres de l'Ecole qui approuvent le Mémoire ont donné leur résignation, et je me considérerai libre d'agir en conséquence. Indépendamment de cela je devrai aussi regarder comme un acte de résignation le fait d'approuver et de favoriser la réouverture des cours par l'Ecole.

Les positions nettes et tranchées étant les seules loyales, vous ne devrez pas trouver mauvaise celle que je prends en ce moment.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Avec considération,

Votre très-humble serviteur,

(Signé) THOS. E. HAMEL, Ptre.,
R. U. L.

« Montréal, 11 juin 1878.

Au très Révérend Mons. Thos. E. Hamel, Ptre.,

Recteur de l'Université-Laval.

« Monsieur le Recteur,

En réponse à votre honorée lettre du 4 courant, l'Ecole sent le besoin de manifester l'étonnement profond où la jette votre manière de procéder. Vous nous signifiez que si à 4 heures P. M. du même jour vous n'avez pas reçu une réponse,

in 1878.

M. et C. M.

s devoir vous
honneur de vous
suis de partir
heures. Faute
marcher sans
bres de l'Ecole
signation, et je
Indépendam-
un acte de rési-
réouverture des

seules loyales,
que je prends en

le serviteur,

HAMEL, Ptre.,
R. U. L.

1 juin 1878.

Ptre.,
Université-Laval.

courant, l'Ecole
profond où la jette
signifiez que si à 4
s reçu une réponse,

vous comprendrez que les Professeurs qui approuvent le *Mémoire* ont donné leur *résignation*. Pourquoi persister ainsi à vouloir que le *Mémoire* auquel vous faites allusion est l'œuvre de quelques Professeurs, quand ce *Mémoire*, vous le savez, est le fait de l'Ecole. Ensuite pourquoi votre lettre du 4 nous alloue-t-elle moins de cinq heures entre sa réception et le terme qu'elle nous fixe pour vous répondre ? Avez-vous perdu de vue que pour cette réponse, il fallait : 1o. convoquer les membres de l'Ecole qui sont des médecins, par conséquent qui pouvaient être absents de chez eux. 2o. se réunir et discuter les questions les plus délicates et qui touchent à l'existence même de notre Ecole ? Vous avouerez que c'est là pousser les choses de façon à nous priver même du droit que possède tout homme, celui de délibérer avant de prendre un parti sérieux. De plus, vous déclarez que *indépendamment de cela vous devrez aussi regarder comme un acte de résignation le fait d'approuver et de favoriser la réouverture des cours par l'Ecole*. Et si l'Ecole croit devoir en appeler à un tribunal qui a juridiction sur elle et sur l'Université-Laval pour qu'il juge si elle a droit ou tort de se plaindre, renonce-t-elle pour cela à s'unir à Laval ? Depuis quand, dans l'Eglise, le fait de porter sa cause devant les Supérieurs Ecclésiastiques est-il l'équivalent d'une résignation ou d'une rupture ? Nous exposons notre cas et nous donnons les raisons qui nous font croire que notre contrat avec l'Université-Laval est rompu, puis nous déclarons sur quelles bases nous voulons voir se fonder notre union avec cette Université ; mais nous soumettons le tout afin que la cause soit jugée. Si nous voulions rompre avec Laval, nous n'en appellerions à aucun tribunal. Nous annoncerions tout simplement au Conseil Universitaire qu'il ne doit plus compter sur nous. Or, c'est le contraire, vous le savez, que nous avons fait, en nous adressant aux Evêques pour qu'ils jugent entre le Conseil Universitaire et l'Ecole. Nos Seigneurs les Evêques ont décliné la compétence de leur tribunal dans cette affaire. L'Ecole n'a point cessé pour cela

de vouloir que justice lui soit rendue. Tant que notre cause n'aura pas été jugée par un tribunal Ecclésiastique, nous ne reconnaitrons à personne le droit de nous forcer la main, soit pour nous obliger à résigner, soit pour nous contraindre à accepter une position qui nous paraît tout à fait injuste.

L'Ecole profite de l'occasion de la présente lettre pour protester contre ce qu'on dit avoir été fait à l'assemblée qui a eu lieu à 6½ P. M., le 4 du courant, à l'Ecole Normale. Car nous n'avons pas été avertis de la tenue de cette assemblée : les lettres écrites aux Médecins ne les avertissaient point qu'il devait y avoir réunion de la Faculté, mais se contentaient de les informer qu'ils eussent à se rendre à l'Ecole Normale pour rencontrer M. le Recteur. Or, M. le Secrétaire de l'Ecole avait la veille même prévenu M. le Recteur que les membres de l'Ecole ne voulaient pas traiter d'affaires avec lui autrement que par écrit. M. le Recteur devait donc savoir que la lettre d'invitation à le rencontrer à l'Ecole Normale n'amènerait pas les Médecins de l'Ecole à se rendre là pour le rencontrer.

Vous voulez bien affirmer que les positions nettes et tranchées étant les seules loyales, nous ne devons pas trouver mauvaise celle que vous prenez dans votre lettre du 4. Permettez-nous de vous faire observer que l'honnêteté est indispensable à une position nette et tranchée pour qu'elle soit loyale. Or, la position que vous prenez ne paraît pas avoir ce caractère d'honnêteté et cela pour les raisons ci-dessus mentionnées.

Agréez, Monsieur le Recteur, le respect profond avec lequel nous demeurons

Vos très humbles serviteurs,

(Signé,)

E. H. TRUDEL, Président.

“

THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,

Secrétaire E. M. C. M.

« Université Laval, Québec, 12 juin, 1878.

A. M. T. d'Odet d'Orsonnens Ec. M. D.

Secrétaire E. M. et C. M.

Montréal.

« Monsieur le Secrétaire,

« Je m'empresse de répondre à votre lettre du 10 courant. Pour plus de précision veuillez me permettre de répondre article par article et sans transition.

10. « J'ai cru et je crois encore que le mémoire présenté à NN. SS. les Évêques, tout en étant l'œuvre de l'Ecole comme corps, n'est pas l'œuvre de tous ses membres, mais seulement une majorité. Par conséquent, je ne dois l'attribuer, quand il s'agit des personnes, qu'à ceux qui en sont les auteurs.

20. « En écrivant à Mr d'Orsonnens, le 4 courant, je ne faisais que *renouveler* (c'est le terme de ma lettre dont j'ai gardé la copie) la demande que j'avais faite verbalement à ce Monsieur, la veille. C'est tellement le cas que M. d'Orsonnens m'a dit avoir eu ma lettre qu'*après* l'assemblée de l'Ecole, et cependant ma commission était faite !

30. « Je savais que la réponse à ma question n'exigeait la discussion d'aucune des questions délicates dont vous parlez dans votre lettre du 10 courant, puisqu'il ne s'agissait que de savoir si les auteurs du mémoire et ceux de nos professeurs qui y adhéraient, avaient réellement *rompu* avec l'Université, ce que dit clairement le mémoire, mais ce dont je n'avais pas avis officiel. Or cette *constatation officielle* n'exigeait aucune discussion nouvelle ; car évidemment les soutiens du mémoire avaient ce qu'ils voulaient et ce qu'ils pensaient quand ils l'ont dit. Quand même donc je n'aurais fixé qu'un intervalle de cinq heures entre ma demande et la réponse, ce n'eût pas été des temps qui eut fait défaut.

« Or je tiens à faire remarquer que ma question est devant l'Ecole depuis le 26 Mai au plus tard et que si l'Ecole, dans sa

réponse du 27 Mai, a décliné de me donner l'indication que je sollicitais et dont j'avais besoin, elle n'en a pas moins eu le temps nécessaire pour peser et examiner les questions délicates qui touchent à son existence même. Quant à ma dernière demande, ce n'est pas *cinq heures* avant le terme fixé pour me répondre que je l'ai faite, mais *vingt-quatre heures*, ma lettre n'était que pour laisser un document écrit authentique de ma demande verbale que l'on a communiquée à l'Ecole.

40. « En disant que je devrai regarder comme une acte de résignation le fait d'approuver et de favoriser le réouverture des cours par l'Ecole, je n'ai mis aucun obstacle au recours à l'autorité légitime, je reconnais le droit d'appel et l'exercice de ce droit lorsqu'il y a lieu. Mais un appel n'est pas une rupture, et tant qu'il n'y a pas rupture, on ne change pas l'ordre établi, de son autorité privée. Il y a deux manières de résigner : 1o. par un acte pur et simple de résignation 2o. en faisant un acte essentiellement contraire au contrat signé ou consenti. Or il a été formellement entendu que les Professeurs de l'Ecole en signant les conditions de l'Université, abandonnaient par là même la pensée de faire fonctionner l'Ecole comme corps enseignant. Je sais que l'Ecole a obtenu de conserver son organisation intérieure par un contrat privé avec Mgr. de Montréal ; je sais de Mr. le président même de cette Ecole, que le maintien de cette organisation est une menace permanente contre l'Université. Malgré l'immureté que couvre cette menace permanente, nous avons voulu ne pas la voir officiellement, par amour pour la paix, pour témoigner de notre bonne volonté. Mais il a toujours été compris que l'Ecole ne devait pas fonctionner comme corps enseignant puisqu'il avait été entendu que l'affiliation avec Cobourg devait cesser.

« Dans ces conditions, il est évident que c'est travailler à empêcher l'Université de fonctionner cet automne que, par exemple, de publier la circulaire ordinaire de l'Ecole annon-

cant la réouverture de ces cours, de nommer des Professeurs suppléants pour permettre à l'Ecole de compléter son enseignement, d'enregistrer pour cet automne des élèves pour l'Ecole, en promettant de les recevoir gratuitement ou à peu près. Or de ces actes il y en a d'accomplis ; d'autres sont ou résolus ou en préparation.

« Que quelques-uns de nos Professeurs membres de l'Ecole résignent leurs fonctions de Professeurs de l'Université Laval, et lancent dans le public le programme de l'Ecole ; je pourrai regretter leur départ, ne pas comprendre pourquoi ils se séparent après avoir accepté, mais enfin ce sera loyal et de franc jeu.

« Mais que sous prétexte d'un procès, même avec menace de rupture, et avant que la cause soit jugée on agisse comme si elle l'était et qu'on cherche à faire tort au corps dont on fait partie, officiellement ; je ne qualifierai pas cette conduite, dans la persuasion que chacun sait parfaitement à quoi s'en tenir à cet égard.

« Je sais cependant que ces actes, même faits au point de vue le plus hostile, ne sont pas par eux-mêmes des actes de résignation vraiment officielle. C'était précisément pour leur donner une interprétation qu'ils n'ont pas par eux-mêmes que je disais dans quel sens je les prendrais.

« Comme je n'ai pas été compris et qu'on ne voudra peut-être pas davantage me comprendre dans mon sens, je n'ai aucune objection à vous prier de regarder cette phrase comme non avenue, je reconnais que nous ne pouvons forcer personne à résigner ; seulement je vous prierai de constater si vous jetez un coup d'œil sur la charte et sur l'acte de nomination des Professeurs que ceux-ci sont révocables *ad nutum* par le Conseil Universitaire pour des raisons dont celui-ci est seul juge ; cette constatation vous fera peut-être comprendre que le Recteur de l'Université Laval ne faisait pas, lui, un acte d'hostilité contre quelques uns des Professeurs de

la Faculté de Médecine de l'Université à Montréal en attirant leur attention sur des actes qui, par leur nature, pourraient donner au Conseil Universitaire, non un prétexte, mais une véritable raison de révoquer une nomination antérieurement faite.

50. « Je n'ai aucune connaissance que Mr d'Orsonnens m'ait dit que l'Ecole ne *voulait traiter d'affaires avec moi que par écrit*. D'ailleurs, me l'eut-il dit, je n'aurais rien eu à changer à ma manière d'agir, car depuis le 15 Décembre dernier, date de la signature des conditions de l'Université Laval, je n'ai plus eu d'affaires avec l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, laquelle pour moi n'existait plus que comme simple organisation et comme menace. Depuis cette époque donc, j'ai eu à traiter avec un certain nombre de Médecins qui sont devenus successivement Professeurs à la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, et je n'ai jamais eu rien à traiter, avec eux en d'autre qualité qu'en leur qualité de Professeur de l'Université Laval, c'est pour cela que j'ai insisté qu'il n'y eut aucune connexion nécessaire entre les affaires de l'Université et celles de l'Ecole. C'est pour cela aussi qu'à propos du Mémoire de l'Ecole présenté à NN SS. les Evêques, je ne me suis pas préoccupé de l'Ecole, mais seulement de la position que ce Mémoire faisait à ceux de nos Professeurs qui sont membres de l'Ecole. J'ai reçu de quatre de ceux-ci une protestation contre le Mémoire ; et naturellement j'avais besoin de savoir si les autres faisaient des vides dans les rangs ou non. J'ai constaté avec plaisir, par votre lettre du 4 courant, que le Mémoire avait été mal rédigé et qu'il ne voulait pas dire ce qu'il disait trop clairement, qu'au lieu d'une rupture il faillait, en dépit des termes, comprendre une menace de rupture. On admettra, j'espère, que j'étais bien excusable d'avoir des doutes, et qu'il y avait même de la charité chez moi à en avoir en présence d'expressions claires.

60. « Ces explications données, j'en viens à l'assemblée du 4

al en attirant
re, pourraient
xte, mais une
ntérieurement

Mr d'Orsonnens
s avec moi que
rien eu à chan-
embre dernier,
ersité Laval, je
ne et de Chirurgien
plus que comme
is cette époque
re de Médecins
s à la Faculté de
et je n'ai jamais
é qu'en leur qua-
st pour cela que
nécessaire entre
e. C'est pour cela
ésenté à NN SS.
l'Ecole, mais seu-
ait à ceux de nos
ai reçu de quatre
ire; et naturelle-
faisaient des vides
plaisir, par votre
été mal rédigé et
o clairement, qu'au
termes, compren-
j'espère, que j'étais
l y avait même de
d'expressions clai-
s à l'assemblée du

quin chez Mr. Verreau. J'avais besoin d'une assemblée de la
Faculté des Médecins de l'Université Laval à Montréal. Ne pou-
vant savoir avant *quatre heures* si cette Faculté possédait en-
core un Doyen et un secrétaire, je fis convoquer par un jeu-
ne Professeur de bonne volonté tous ceux que je croyais être
encore Professeurs. Comme je ne pouvais les convoquer ni
chez M. le Dr Munro ni chez M. le Dr Trudel, je dus les con-
voquer où je pus. Mr Verreau m'accorda une salle à l'Ecole
Normale, et j'acceptai avec reconnaissance. Ce fut donc à
l'Ecole Normale que je convoquai tout le monde.

« J'avais fixé *quatre heures* comme de *rière limite* à la ré-
ponse de nos Professeurs faisant partie de l'Ecole, afin d'a-
voir le temps de les convoquer pour $6\frac{1}{2}$ heures si leur répon-
se m'indiquait qu'ils ne résignaient pas leurs chaires de Pro-
fesseurs à l'Université. J'avais pris mes mesures pour qu'il
n'y eut pas le moindre retard, et c'est ce qui a été fait. Ce ne
sont donc pas les membres de l'Ecole que j'ai convoqués,
mais seulement et uniquement nos Professeurs sur lesquels
comme Recteur, j'ai une autorité incontestable: Si quel-
qu'un, en effet, a droit de convoquer en assemblée les *Profes-*
seurs de n'importe quelle faculté de l'Université Laval, c'est
le Recteur de l'Université. Au moment donc que *tous les*
Professeurs sont convoqués, l'assemblée est essentiellement
égale, pourvu qu'il y ait quorum. Sans doute les Professeurs
sont jusqu'à un certain point libres de *ne pas se rendre* à cette
assemblée, mais leur absence n'influe en rien sur la régula-
rité de la réunion. Convocation, par une autorité compétente
de tous les Professeurs d'une Faculté, réunion d'un nombre
suffisant de ceux-ci, il y a là tous les éléments d'une assem-
blée régulière, et c'est ce qui a eu lieu.

Quant à la distinction entre *une assemblée de la Faculté et*
une simple rencontre avec le Recteur, lorsque cette rencontre
avec le Recteur touche aux plus grands intérêts de la Faculté,
il avouera qu'il faut être à court de prétexte pour y avoir
recours. Dans tous les cas, toutes les protestations *de l'Ecole*

ne peuvent rien contre la validité d'une assemblée de la Faculté de l'Université-Laval. En particulier, l'assemblée du 4 juin à l'Ecole Normale est et sera valide en fait et en droit. Il ne sera pas nécessaire pour cela d'aller devant les tribunaux civils. Le conseil Universitaire est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour juger en ces matières.

Le droit est donc incontestable, mais je n'aurais pas eu besoin de l'invoquer. Les faits eux-mêmes sont clairs. M. d'Orsonnens est venu à cette assemblée et il nous a dit qu'il venait de quitter M. le Doyen qui se préparait à venir. Nous avons attendu ce dernier une demi-heure de temps; après quoi nous avons procédé, parce que la réunion se composait de plus de la moitié des membres de la Faculté. M. d'Orsonnens, au milieu de l'assemblée, a cru devoir se retirer, mais l'assemblée était si évidemment régulière, qu'il n'a pas songé à invoquer son défaut d'origine. C'est moi qui ai empêché M. d'Orsonnens d'emporter avec lui les procès-verbaux des assemblées précédentes, parce que je craignais qu'ils ne causassent une chicane que je voulais éviter. Il est donc trop tard pour protester contre des résultats qui sont très-valides.

70. Votre lettre du 10 courant me traite de *malhonnête* dans mes procédés. C'est à tout le moins un peu *cru* !—Heureusement, les faits et les documents sont là !

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-humble serviteur,

THS. E. HAMEL, Ptre.,

Recteur U.-L.

Québec, 14 Juin 1878.

“ Montréal, 18 Juin 1878.

“ A Monsieur le Recteur de l'Université-Laval,

“ Monsieur,—Nous avons l'honneur de vous transmettre la réponse à votre lettre du 12 juin.

"Vous avouez que vous reconnaissez que le **Mémoire** est l'œuvre de l'Ecole comme corps. Cet aveu suffit pour nous rendre de plus en plus inexplicable la persistance que vous mettez à vouloir nous faire déclarer qu'il est l'œuvre de certains membres de l'Ecole. Vous faites, il est vrai, une distinction entre l'Ecole et ses membres, puisque vous dites que *quand il s'agit des personnes, vous ne devez l'attribuer qu'à ceux qui en sont les auteurs*. C'est cette distinction que vous voulez absolument que nous reconnaissions.

"Toutes vos lettres depuis que vous connaissez le **Mémoire** nous en posent la question et malgré que nous persistions à affirmer que le **Mémoire** est l'œuvre de l'Ecole. C'est à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal que Mgr le Délégué, Mgr de Montréal, et vous-même vous êtes adressés pour former la faculté de Médecine. Mgr de Montréal, sur la foi de son autorité d'Evêque, et cela dans son mandement du vingt-deux Décembre dernier, désigne l'Ecole de Médecine de Montréal comme faisant partie de la nouvelle organisation, c'est-à-dire de l'Université. C'est donc l'Ecole qui réellement est devenue la Faculté de Médecine de l'Université-Laval à Montréal. Or c'est l'Ecole qui se plaint aujourd'hui de la manière dont elle est traitée par l'Université-Laval. Et l'Ecole, quand ce n'est pas l'unanimité, c'est la majorité des membres du conseil. Il peut se faire que vous ayez intérêt à ce que le **Mémoire** soit l'œuvre de simples personnalités ; mais malheureusement il est l'œuvre de l'Ecole et tout ce que vous pouvez en dire ou en penser n'en changera pas la nature.

"Vous parlez de votre lettre du 4 ; que ne rappelez-vous aussi celle que vous avez écrite le 3 et qui est la même ; moins les menaces que celle du quatre ? Sans doute le Dr. d'Orsonnens n'a pas attendu votre lettre du quatre pour faire part à l'Ecole de votre commission, mais il aurait pu attendre que votre lettre vint, et alors l'Ecole n'aurait eu pour se réunir et délibérer que le temps qui s'est écoulé depuis la réception de votre lettre jusqu'à l'heure que vous fixiez pour la réponse, c'est-à-dire cinq heures.

semblée de la
l'assemblée du
fait et en droit.
vant les tribu-
esti de tous les
es.

n'aurais pas eu
sont clairs. M.
nous a dit qu'il
t à venir. Nous
le temps ; après
on se composait
culté. M. d'Or-
veoir se retirer,
ulière, qu'il n'a
e. C'est moi qui
ec lui les procès-
que je craignais
lais éviter. Il est
résultats qui sont

de malhonnête dans
u cru !—Heureuse-

rviteur,
E. HAMEL, Ptre.,
Recteur U.-L.

réal, 18 Juin 1878.
Laval,
de vous transmettre

“ Il est donc vrai que vous n'avez accordé que ce laps de temps pour vous faire une réponse. Vous ne voulez pas voir la délicatesse des questions qu'appelle la position que vous nous faites. Nous nous en doutions ; mais nous ne croyions pas que vous iriez jusqu'à en faire l'aveu. Nous sommes heureux de voir qu'à la fin vous compreniez qu'il vaut mieux retirer la malheureuse phrase par laquelle vous avez voulu interpréter nos actes à venir dans le sens d'une résignation. Il n'est jamais entré dans l'esprit des Professeurs de l'Ecole de faire fonctionner l'Ecole comme corps enseignant tant que l'Université-Laval permettrait à l'Ecole de lui rester unie pas plus qu'il n'entrerait dans l'esprit des mêmes Professeurs de la considérer à jamais anéantie, si elle se croyait obligée à rompre avec Laval. Nous devons beaucoup à l'Evêque d'avoir consenti au contrat qui nous conserve l'organisation intérieure de l'Ecole ; car où en serait-on aujourd'hui sans ce privilège ? Vous voyez dans cette organisation une menace permanente ; c'est à tort, croyons-nous, elle ne peut être qu'une sauvegarde contre les empiètements que l'Université-Laval tente de faire sur nos droits. Pour notre Président, il nie formellement votre assertion à ce sujet dans laquelle vous le mettez en cause.

“ Quant au paragraphe suivant de votre lettre : Dans ces conditions, il est évident que c'est travailler à empêcher l'Université de fonctionner cet automne que, par exemple,—de publier la circulaire ordinaire de l'Ecole, annonçant la réouverture de ses cours,—de nommer les Professeurs suppléants pour permettre à l'Ecole de compléter son enseignement,—d'enregistrer des élèves pour cet automne et de les préjuger contre l'Université Laval,—d'attirer des élèves pour l'Ecole en promettant de les recevoir gratuitement ou à peu près. Or, de ces actes, il y en a d'accomplis ; d'autres sont ou résolus ou en préparation. Que quelques-uns de ces Professeurs, membres de l'Ecole, résignent leurs fonctions de Professeurs de l'Université Laval et lancent dans le public

que ce laps de
vouliez pas voir
tion que vous
us ne croyions
Nous sommes
u'il vaut mieux
ous avez voulu
ne résignation.
seurs de l'Ecole
enseignant tant
e lui rester unie
mes Professeurs
e croyait obligée
coup à l'Evêque
ve l'organisation
aujourd'hui sans
ation une menace
elle ne peut être
s que l'Université.
notre Président, il
njet dans laquelle

e lettre : Dans ces
railler à empêcher
ue, par exemple,—
cole, annonçant la
es Professeurs sup
léter son enseigne-
automne et de les
tirer des élèves pour
atuitement ou à peu
nplis ; d'autres sont
ques-uns de ces Pro-
t leurs fonctions de
ncent dans le public

le programme de l'Ecole ; je pourrai regretter leur départ, ne
as comprendre pourquoi ils se séparent après avoir accepté,
mais enfin ce sera loyal et de franc jeu. Mais que sous pré-
texte de procès, même avec menace de rupture, et avant que
la cause soit jugée on agisse comme si elle l'était et qu'on
cherche à faire tort au corps dont on fait partie officiellement ;
je ne qualifierai pas cette conduite, dans la persuasion que
chacun sait parfaitement à quoi s'en tenir à cet égard."

Nous regrettons d'avoir à dire que tout cela est simple-
ment du commérage sorti de cette police officieuse qui se fait
Montréal et qui ne saura que nuire aux parties intéressées
dans le débat actuel. Nous n'avions pas oublié le droit de
révocation *ad nutum* que s'est réservé le Conseil Universi-
taire ; mais comme nous ne vivons pas sous un régime où le
caprice seul fait loi, nous pensions que nous pouvions porter
notre cause devant les tribunaux capables de la juger sans
pour cela donner prise contre nous à ce droit de révocation.
Nous nous expliquons toute votre conduite envers l'Ecole,
maintenant que vous voulez bien nous dire que depuis le 14
décembre vous n'avez plus vu dans cette Ecole qu'une me-
nace organisée ou une organisation menaçante.

Vous devez faire erreur sur le nombre quatre au sujet des
membres de l'Ecole qui auraient protesté contre le Mémoire.
Car il ne peut être ici question de ceux qui nous ont fait
ordre une somme considérable l'année dernière, parce que
les élèves trouvant les cours de ces Messieurs trop pauvres,
ont pu se résigner à les suivre.

Dans notre lettre du 18 du courant se trouve la réponse à
ce que vous voulez bien dire de la rédaction de notre Mé-
moire et de votre charité dans l'interprétation que vous lui
avez donnée.

Les longues explications que vous voulez bien donner pour
justifier comment a eu lieu la réunion du 4, à l'Ecole Nor-
male, ont le tort de ne point expliquer pourquoi les lettres

de convocation ne nous prévenaient pas que nous étions appelés à vous rencontrer non-seulement pour le plaisir de vous voir, mais pour tenir une assemblée de la Faculté. Nous n'avons jamais dit que nous avions ou que nous n'avions pas été convoqués comme membres de l'Ecole et de la Faculté, mais nous avons affirmé seulement que nous n'avions pas été convoqués *régulièrement pour une assemblée*. En lisant la copie ci-jointe d'une de ces lettres de convocation vous vous convaincrez de sa non régularité. (Voir le fac-simile de la note) (1).

Quant à la crudité du reproche que nous vous avons fait de manquer d'honnêteté, nous croyons qu'elle peut être aussi autorisée sous notre plume que les "*je ne qualifierai pas*" et les "*on sait à quoi s'en tenir*" que vous voulez bien insérer dans vos lettres comme qualificatifs de notre conduite.

Dans l'espérance de voir cesser bientôt toutes les difficultés présentes, nous avons l'honneur de vous dire,

Monsieur, avec un profond respect,

Vos très-humbles serviteurs,

(Signé,)

E. H. TRUDEL Président

"

Ths. E. D'ODET D'ORSONNENS M. I.

Secrétaire E. M. C. M.

En même temps que les difficultés s'aggravaient ainsi entre l'Université Laval et l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, Mgr. Fabre, Evêque de Montréal, intervenait dans le débat.

Montréal, 14 juin 1878.

(1) Monsieur,

Le Rév. M. Hamel vous prie de vouloir bien vous rendre à l'Ecole Médicale à 6½ heures précises, ce soir, pour le rencontrer au sujet de l'Université Laval.

Bien à vous,

(Signé,)

E. P. LACHAPPELLE

renant fait et cause pour Laval, comme le démontrent les documents suivants :

“ Evêché, 4 juin 1878.

“ Monsieur le Secrétaire,

“ Vous ne sauriez croire combien je désire que les difficultés soulevées entre l'Ecole et l'Université s'applanissent. Faites pour le mieux à l'assemblée dont vous m'avez parlé hier.

“ Les différents Professeurs de l'Ecole ayant tous été acceptés par l'Université, ils ont tous donné leur consentement en prenant part à une assemblée régulière de la Faculté et en faisant l'élection d'un Secrétaire. Il serait étonnant de voir tous ces Professeurs tirer en arrière lorsqu'il n'y a rien de nouveau depuis cette époque.

“ Je vous ai souvent dit que je tenais à ne paralyser en aucune manière l'exécution du Décret de Rome, mais qu'au contraire, je croyais qu'il était de mon devoir de faire mon possible pour le mettre en force. Votre Ecole, qui aime à marcher avec l'autorité Episcopale, paraissait vouloir me prouver et nous étions convenus d'essayer franchement à marcher dans cette voie.

“ La Faculté une fois constituée j'ai immédiatement résolu de lui donner l'Hôtel-Dieu et je l'ai fait d'autant plus volontiers que vous étiez tous avec moi. Il me serait donc excessivement pénible de me voir dans l'obligation de refuser l'Hôtel à l'Ecole de Médecine, vû qu'il appartient déjà à la Faculté. Je croirais refuser d'obéir à mes Supérieurs, si je n'étais gissais autrement, et je compte trop sur vos bonnes dispositions pour douter un instant sur votre fidélité à marcher avec moi, Evêque. Dieu vous a bénis d'avoir suivi cette voie et qu'à présent, veuillez ne pas l'abandonner.

En communiquant cette lettre à vos collègues, je vous prie de leur présenter les saluts les plus sincères de

Votre tout dévoué,

(Signé,) † Edouard Ch., Ev. de Montréal.

E. P. LACHAPPEL

18 juin 1878.

A Sa Grandeur Monseigneur Edouard Chs. Fabre,
Evêque de Montréal.
Monseigneur,

La gravité de la position que Votre Grandeur nous a faite par sa très honorée lettre du 4 courant, nous a forcés d'en différer la réponse jusqu'à ce jour.

Il est vrai qu'après que le Recteur de l'Université-Laval eût, par sa conduite, commencé à manquer aux conditions verbales et écrites qui réglaient l'union de notre Ecole à Laval, nous avons pris part à une *assemblée régulière* de la Faculté en y élisant un secrétaire.

Mais nous avons agi ainsi pour prouver quequels-que fussent nos griefs contre le Conseil Universitaire, nous ne voulions pas briser avec Laval avant que d'avoir fait entendre et juger notre cause par une autorité compétente. Refuser d'assister et de participer aux assemblées qui seront régulières nous paraîtrait même aujourd'hui que nous avons porté nos plaintes devant nos Supérieurs Ecclésiastiques, un acte de rupture consommée, et c'est précisément ce que, par déférence et par respect pour l'autorité religieuse, nous ne voulons pas faire.

Votre Grandeur nous dit que ce serait avec peine qu'elle se verrait obligée à refuser l'Hôpital à l'Ecole, vu qu'il appartient déjà à la Faculté. Il y a manifestement ici, Monseigneur, un malentendu entre Votre Grandeur et l'Ecole, L'Hôtel-Dieu, pour ce qui regarde le soin des pauvres malades appartient à l'Ecole depuis trente-cinq années. Un contrat strictement inviolable, surtout parce que l'on appelle conventions morales existe entre les Religieuses Hospitalières de l'Hôtel-Dieu et l'Ecole. Tant que l'Ecole reste fidèle à ces conventions, les Religieuses ne peuvent, sans blesser misérablement les données les plus élémentaires de la justice et de l'honneur, lui retirer l'Hôpital pour le confier à d'autres. De

L'ABEILLE MÉDICALE.

plus, Monseigneur, n'est-ce point l'Ecole qui, en s'unissant avec l'Université-Laval, est devenue la Faculté de cette Université ?

L'Hôpital n'a donc pu changer de mains par le simple fait que l'Ecole changeait de nom en devenant une Faculté de l'Université-Laval. Cela est tellement vrai que s'il arrive que l'Ecole cesse d'être unie à Laval, la Faculté *actuelle* de Médecine n'existera plus, et qu'à moins qu'il en soit créé une nouvelle, l'Université-Laval n'aura pas de Faculté à Montréal.

L'Ecole croit avoir des droits sacrés à soigner les malades de l'Hôtel-Dieu et ce serait avec peine qu'elle se verrait dans la pénible obligation d'avoir à lutter pour qu'ils fussent respectés. Nous aussi, Monseigneur, nous ne voulons rien faire qui puisse paralyser l'exécution du Décret du St Siège. Mais ayant la certitude que le St Siège a subordonné l'exécution de ce Décret au respect des droits des parties intéressées nous tenons fortement au maintien des nôtres. Nous croyons fermement que le Souverain Pontife apprendrait avec une grande douleur que pour mettre à exécution ce Décret, on a foulé aux pieds l'équité, le droit et la justice. Votre Grandeur, Elle-même, nous n'en pouvons douter, sait jusqu'à quelles limites, Elle peut se dévouer au service de l'application que l'Université-Laval veut faire de ce Décret.

Que nous regrettons, Monseigneur, les difficultés présentes, qu'il nous serait doux de les voir cesser ! Ce qui ne se peut que par la consécration des droits sacrés que nous défendons !.

Nous demeurons, Monseigneur,

Avec un profond respect, de Votre Grandeur,
les très humbles et très obéissants serviteurs,

(Signé,)

H. TRUDEL, Président.

THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,

Sec. E. M. C. M.

Au milieu de ces débats, l'Ecole obligée de défendre ses droits, même contre son Evêque, voulait cependant rester coûte que coûte, dans les bornes de l'obéissance due à son ordinaire. C'est pourquoi, elle écrivit à Sa Grandeur pour lui renouveler l'assurance de tout son respect et de toute sa soumission dans l'ordre où cet Evêque a le droit de commander et celui d'être obéi. Voici cette lettre :

A Sa Grandeur Mgr. Edouard Chs. Fabre,

Evêque de Montréal.

Monseigneur,

Dans les circonstances difficiles et pénibles qu'elle traverse présentement, notre Ecole sent le besoin de renouveler Votre Grandeur l'assurance de tout son respect et de toute sa soumission.

Bien qu'affiliée à une Université protestante, notre Ecole est parfaitement indépendante de l'Université Victoria, de Cobourg, pour tout ce qui regarde l'enseignement ; et, jalouse de conserver intact le précieux trésor de la Vérité Catholique, elle soumet, comme elle l'a d'ailleurs toujours fait, son enseignement à l'autorité de l'Eglise dont Votre Grandeur est pour elle l'auguste représentant.

Ainsi placée sous l'autorité de l'Evêque de ce diocèse, Notre Ecole continuera d'offrir à la jeunesse qui se destine à la Profession Médicale, un asile sûr pour la Foi et pour les Mœurs.

Veuillez agréer, Monseigneur, le profond respect auquel nous demeurons, de votre Grandeur,

Les très-humbles serviteurs,

(Signé)

E. H. TRUDEL,

Président

THS. E. D'ODET D'ORSONNENS, M.D.

Secrétaire E. M. C.

D'autres lettres ont été échangées entre Mgr l'Evêque de Montréal, le Recteur de l'Université Laval, d'une part et l'Ecole, d'autre part; mais comme plusieurs de ces documents portent le mot *confidentiel* et que les autres, moins nombreux, nous citons plus loin un long extrait, ne sont, dans le fond, que la répétition de ceux que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur, nous ne voyons pas l'opportunité de les publier.

D'ailleurs, le lecteur en connaîtra suffisamment pour apprécier à sa juste valeur l'accusation que les adversaires ont portée contre l'Ecole, savoir: qu'elle est désobéissante au St Siège, lorsque nous leur aurons révélé le fait suivant: le vingt-troisième jour du mois de juin 1878, les difficultés intervenues entre l'Université et l'Ecole, réunissaient dans le salon de l'Evêque de Montréal, Mgr. l'Evêque de ce diocèse, M. Hamel, Recteur de l'Université Laval, et les docteurs H. Trudel, P. Munro, W. H. Hingston, J. P. Rottot et A. Desjardins.

Or, dans l'ardeur de la discussion, M. le Recteur eut un moment de noble franchise qui lui fit révéler toute la vérité sur la liberté d'action de toutes les facultés et de tous les conseils de l'Université Laval. En effet, M. le Recteur avoua qu'il est, lui seul, au besoin, tout le gouvernement de la faculté et de l'Université tout entière; qu'il peut passer sur toutes les décisions des facultés et du conseil Universitaire. De plus, une fois entré dans la voie des aveux, M. le Recteur affirme à Mgr de Montréal que Sa Grandeur n'a rien à voir à toutes ces choses. Et Mgr de Montréal répondit: *C'est clair! C'est clair!* L'Ecole dans sa lettre du 10 juin 1878 rappelait ce fait en ces termes à Mgr de Montréal: « Il a dû le trouver exact puisque répondant à cette lettre, Sa Grandeur ne l'a pas relevé.

C'est, troisièmement, M. le Recteur qui nous déclare enfin qu'il est lui seul au besoin tout le gouvernement de la faculté et de l'Université tout entière. On nous avait

E. H. TRUDEL,
Président
ET D'ORSONNENS, M. D.
Secrétaire E. M. C.

" parlé du conseil de la faculté, de conseil Universitaire, et
 " nous espérons qu'en ayant notre part d'action dans ces
 " conseils, nous pourrions sauvegarder nos intérêts. Et voilà
 " que le Recteur se dit supérieur à ces conseils, qu'il peut
 " passer outre toutes leurs décisions, ainsi toutes les facultés
 " sont, avec leurs droits, à la merci de la volonté d'un seul
 " homme. Cette position est-elle soutenable ? Ceux qui
 " ont le moindre souci des intérêts d'une institution peuvent-ils
 " ils l'accepter ?

" C'est enfin le même Recteur qui affirme en présence de
 " Votre Grandeur que l'Evêque de Montréal n'a rien à voir
 " dans ces choses, et Votre Grandeur sanctionne une telle
 " affirmation ! "

Sans être prophète, il est facile de prévoir qu'avant long
 temps, Mgr l'Evêque de Montréal, s'il ne veut pas sacrifier
 les plus chers intérêts aux douceurs de la paix à tout prix,
 se fera rappeler qu'il n'a rien à voir dans les choses de la
 succursale de Laval à Montréal. Nous connaissons, (pour jus-
 tifier ici nos tristes appréhensions par un exemple), des
 Professeurs de cette succursale qui croient à certains prin-
 cipes de législation assez peu favorables aux droits sacrés de
 l'Eglise. Supposons qu'un de ces Professeurs, ayant le cou-
 rage de ces convictions erronées, enseigne, un jour, un de
 ces principes dangereux ; si Mgr de Montréal l'apprend,
 Sa Grandeur ne manquera pas de reprendre charitablement le
 Professeur. Si M. le Professeur se plaint au Vice-Recteur de
 l'avertissement ou de la correction, le Vice-Recteur avertira
 Mgr de Montréal que pour le bon fonctionnement de l'Uni-
 versité et aussi par respect pour la Bulle et pour le Décret.
 Sa Grandeur ne doit pas intervenir dans l'enseignement des
 Professeurs, que cet enseignement étant donné sous le haut
 Patronage des Evêques de la Province et de son Eminence
 le Cardinal Protecteur, ne relève pas de Sa Grandeur, mais
 du Recteur ou, à Montréal, du Vice-Recteur. Que si dom-
 Sa Grandeur à des plaintes à faire qu'Elle s'adresse au Vice-

Universitaire, et
action dans ces
intérêts. Et voilà
conseils, qu'il peut
toutes les facultés
volonté d'un seul
ble ? Ceux qui
stitution peuvent

e en présence de
al n'a rien à voir
ctionne une telle

oir qu'avant long
veut pas sacrifier
la paix à tout prix,
ans les choses de la
naissions, (pour ju
un exemple), des
ent à certains prin
aux droits sacrés de
seurs, ayant le cou
ne, un jour, un de
Montréal l'apprend
re charitablement le
t au Vice-Recteur de
Vice-Recteur avertiss
tionnement de l'Univ
e et pour le Décret
s l'enseignement des
t donné sous le hau
et de son Eminence
e Sa Grandeur, mar
ecteur. Que si dom
lle s'adresse au Vice

recteur qui verra, lui, si la proposition erronée dont se plaint
Mgr. l'Evêque, n'appartient pas à l'ordre de ces principes
sur lesquels ces gallicans croient qu'il est permis de différer :
in dubiis libertas. Alors, rien n'empêchera que le pays
l'assiste à la répétition du fameux scandale de ces années
dernières. Nous voulons dire de ces Professeurs émérites
de l'Université Laval, faisant la guerre (sous prétexte d'in-
fluence indue) aux prêtres qui ont enseigné au peuple les
devoirs du citoyen et cela précisément au moment où les
Evêques signalaient, dans leur lettre collective, ceux qui par-
lent d'*influence indue du clergé* comme les partisans du pire
libéralisme.

Résumons maintenant les faits.

Le St. Siège a décrété que :

10. " Ayant mis de nouveau à l'examen le projet de fonder
une Université à Montréal, on en a reconnu l'impossibilité,
spécialement pour la raison qu'une telle fondation compro-
mettrait l'existence de l'Université Laval, laquelle, à cause
des services rendus à l'Eglise et à la société et des sacrifices
écuniaires qu'elle a faits doit être soutenue et conservée.

20. Que néanmoins cette Université devant servir d'une
manière particulière, pour tous les diocèses de la province de
Québec, on a reconnu comme une chose juste que ses suffra-
nants aient un contrôle, lequel soit en même temps une
garantie pour eux et un avantage pour l'Université elle-
même.

30. " Que l'on reconnait la *nécessité* de pourvoir en quelque
manière à l'instruction supérieure de ces jeunes gens de
Montréal qui ne peuvent fréquenter l'Université Laval,
comme aussi d'empêcher que les écoles de droit et de méde-
cine existant dans la dite ville ne continuent d'être affiliées à
des Universités protestantes et beaucoup plus encore que les
séminaires catholiques ne fréquentent de telles Universités.

40. " Que du reste, comme il est évidemment impossible
de la part de Laval d'accorder l'affiliation aux dites Ecoles,

laquelle équivaldrait à l'érection d'une Université, pour ainsi dire distincte et indépendante à Montréal, afin de pourvoir cependant à la nécessité énoncée plus haut il ne se présente pas d'autre expédient que celui d'établir à Montréal une succursale de l'Université Laval, projet à l'exécution duquel les Evêques, en union avec Laval, devront procéder sur les bases suivantes :

10. Que toutes les dépenses nécessaires pour la succursale devront être à la charge du diocèse de Montréal.

20. Les cours seront uniformes à Laval et à Montréal tant pour la durée que pour la distribution des matières dans chaque faculté et dans chaque année ; et là où l'on reconnaîtrait la stricte nécessité de faire quelque changement, quela se fasse sans préjudice ni au mérite de Laval, ni à l'instruction des jeunes gens en rendant plus facile et plus prompte l'obtention du Doctorat.

30. Que les Professeurs de Droit et de Médecine à Montréal feront partie de la faculté respective établie à Laval en vertu de la charte royale.

40. Que comme le Conseil Universitaire en vertu de la charte, doit être composé des directeurs du Séminaire de Québec et des trois plus anciens professeurs de chaque faculté par ordre de nomination, les Professeurs de Montréal à leur tour devront faire partie de ce Conseil.

50. Les Professeurs de chaque Faculté à Montréal formeront comme ceux de Laval, un conseil permanent pour tout ce qui regarde non-seulement la branche de Montréal, mais la faculté en général.

60. Il y aura à Montréal un Vice-Recteur résident, nommé par le Conseil Universitaire et approuvé par l'Evêque de Montréal, lequel Vice-Recteur suppléera le Recteur dans l'admission ou l'expulsion des étudiants. Cette surveillance est relative seulement à l'observation des règlements Universitaires, attendu que, pour la conduite morale et religieuse l'Evêque de Montréal y pourvoira entièrement.

70. Les Professeurs de Montréal seront nommés, comme ceux de Laval, par le Conseil Universitaire, la branche de Montréal, ayant été préalablement consultée.

80. Les émoluments pour chacun des Professeurs seront à Montréal égaux à ceux de Laval.

90. Egalement, la somme que les étudiants doivent payer pour les cours sera la même à Montréal qu'à Laval.

100. Les diplômes seront donnés par Laval, et à cette Université seront payés les droits y annexés.

D'après la teneur même de ce Décret il apparait évidemment :

10. Que le St. Siège veut procurer à Montréal le bienfait d'une Université Catholique : ce que Montréal demandait depuis longtemps.

20. Que comme l'établissement d'une Université rivale à Montréal ruinerait à jamais Laval, le St Siège ne voit pas l'autre alternative que l'établissement d'une succursale de Laval à Montréal.

30. Que cependant la succursale de Montréal ne laissera pas l'avoir ses droits et sa part dans l'administration et la direction de l'Université.

40. Que Nos Seigneurs les Evêques auront aussi leur part de contrôle dans le fonctionnement de l'Université Laval et de sa succursale.

50. Que c'est en union avec les Evêques de la Province de Québec que le projet de la création de la succursale de Laval à Montréal sera formé, organisé et exécuté.

60. Que, dans la pensée du St Siège, l'établissement d'une succursale de Laval à Montréal a en vue d'empêcher que l'Ecole de Médecine et de Chirurgie ne reste affiliée à une Université Protestante et surtout que les jeunes gens des professions libérales ne fréquentent des Universités Protestantes.

70. Que le St Siège est jaloux de ne jamais permettre qu'une Institution qui a fait des sacrifices pour réaliser son œuvre et son bien ne périsse, et que c'est même ce qui vaut à l'Université Laval de venir s'implanter, par l'établissement de sa succursale dans le diocèse et dans la Ville de Montréal.

Des faits rapportés et des documents cités plus haut, il appert non moins évidemment.

10. Que l'Ecole de Médecine et de Chirurgie s'est rendue au désir ou à l'ordre du St Siège en consentant par deux contrats, l'un avec son Evêque, l'autre avec l'Université Laval, à devenir faculté de Médecine de cette Université à Montréal.

20. Que ces deux contrats régissent les conditions en vertu desquelles l'Ecole de Médecine entre dans la succursale de l'Université à Montréal; mais qu'ils ne disaient pas que, par le fait de cette entrée, cette Ecole est anéantie à jamais, et qu'il ne peut plus être question pour elle de parler de ses droits.

30. Qu'en outre des conditions écrites, il y avait des conditions verbales qui conjointement avec les deux contrats servaient de bases à l'entente de Laval et de l'Ecole. Et si les contrats eussent été valides et qu'on les eut respectés ainsi que les conventions verbales qui les complétaient, l'Ecole aurait eu tort de se refuser à les mettre à exécution et ainsi elle se serait constituée en révolte ouverte avec le St Siège, puisqu'elle n'aurait pas eu de raison assez grave pour s'autoriser à ajourner l'exécution des Décrets de ce Siège vénéré.

Mais ces contrats n'étaient point valides, premièrement parce que l'on avait usé de faussetés pour amener l'Ecole à les signer, en lui représentant les autres facultés comme définitivement organisées alors qu'elles ne l'étaient point, deuxièmement parce que l'on n'a pas averti l'Ecole qu'en signant l'un de ces contrats, elle s'anéantissait à jamais; troisièmement parce que le second de ces contrats stipulant au contraire que l'Ecole continue de vivre, invaliderait le premier et que deux contrats, destinés à régler une même affaire et qui s'invali-

ment l'un l'autre, invalident par cela même la dite affaire ;
 quatrième parce que ces contrats étaient faits contre l'es-
 prit et même la lettre du Décret du St Siège qui était le seul
 motif qui amenait l'Ecole à contracter avec Laval en cette
 circonstance. En effet, si les prétentions de Mr le Recteur
 sont vraies, l'Ecole en s'unissant à Laval a cessé d'exister ;
 or, le St Siège ne dit pas qu'il faut que l'Ecole soit anéantie,
 mais qu'elle cesse d'être affiliée à une Université Protestante
 et devienne faculté de l'Université Laval. De plus le St Siège
 règle qu'en devenant faculté de l'Université Laval, l'Ecole
 aura part par ses membres, au gouvernement de cette Uni-
 versité en faisant partie du Conseil Universitaire ; mais ce
 conseil Universitaire, n'est pas ce que le St Siège semble croi-
 re, un corps libre, c'est un corps dépendant du Recteur qui
 il ne se trompe pas, peut infirmer quand il le voudra toutes
 les décisions des facultés et du Conseil Universitaire. [Voilà
 pour l'esprit des Décrets du St Siège ; voyons maintenant
 pour la lettre. Le Décret qu'on invoque et auquel l'Ecole a
 voulu obéir en signant les sus-dits contrats, dit positivement,
 en parlant de l'établissement à Montréal d'une succursale de
 l'Université Laval : "*projet à l'exécution duquel les Evêques en
 union avec Laval, devront procéder sur les bases suivantes.*"
 Or, les Evêques, pour des raisons que nous ignorons, n'ont
 pas procédé à l'exécution du projet : ils ont même déclaré
 qu'ils ne se reconnaissaient pas le droit d'intervenir quand
 l'Ecole venait se plaindre auprès d'eux que ce projet était
 exécuté injustement par Laval.

Une pauvre fille qui se serait mariée dans les conditions
 où l'Ecole a été unie à Laval n'aurait aucune difficulté de
 rendre nul et invalider son mariage.

Mais les contrats n'auraient point ces vices originels d'in-
 validation, qu'ils n'en vaudraient pas mieux aujourd'hui que
 le Recteur, qui est à lui seul toute l'Université Laval, a
 imposé plusieurs des conditions verbales ou écrites de ces
 contrats.

C'est d'abord le droit de préséance qu'il met de côté. L'Ecole réclame, le Recteur s'excuse sur un malentendu qu'il attribue à Mgr l'Evêque de Montréal; Mgr l'Evêque décline la responsabilité de ce malentendu, mais ce qui est fait ainsi contre les conventions verbales formelles reste fait malgré les protestations de l'Ecole.

C'est ensuite Mr le Recteur qui, à Montréal, c'est-à-dire, à la porte des membres de l'Ecole, ou des Professeurs de la Faculté de Médecine, prend sur lui, et sans les consulter, d'annoncer les cours de la Faculté, laquelle par son contrat avec Laval s'est réservé le droit de ne rien déranger à ses cours pendant deux années.

L'Ecole proteste aussi auprès de son Evêque qui lui répond en substance: "En référant aux contrats que vous avez signés, vous trouverez la réponse à votre plainte; c'est-à-dire que vous vous convaincrez plus que jamais qu'en agissant comme il vient de le faire, M. le Recteur met en question plusieurs des points qui ont servi de bases à ces contrats."

Cette fin de non recevoir amène l'Ecole à se plaindre à Nos Seigneurs les Evêques que le Décret du St Siège charge de travailler à l'exécution de ses ordres; et Nos Seigneurs les Evêques affirment qu'ils n'ont rien à voir en cette affaire. Et ce qui est ainsi fait contre les conventions écrites formelles reste fait, malgré les protestations de l'Ecole.

Mais que devient tout contrat dont les conditions sont ainsi mises de côté? N'est il point nullifié *ipso facto*?

Ces conclusions qui s'imposent d'elles-mêmes, l'Ecole se soumet aux Evêques; est-ce là faire acte de désobéissance au St Siège? Qui oserait le prétendre?

Quoi! ce serait en s'adressant aux Evêques mêmes qui sont établis par le St Siège pour travailler à l'exécution de son Décret qu'on désobéirait au St. Siège?

Quoi! c'est lorsque les Evêques disent à l'Ecole qu'ils ne croient pas devoir intervenir dans la question qu'on vient de dire: *Mais vous désobéissez au Décret. Mais le Décret dit ceci, Décret dit cela!*

Le Décret du St Siège, ceux-là le méprisent qui en faussent le sens et en détournent la lettre dans l'application arbitraire qu'ils en veulent faire.

Le Décret du St Siège ! Mais qui donc oserait prétendre que les procédés inqualifiables suivants et dont l'Ecole est l'objet, sont conformes aux désirs ou aux ordres de ce Siège Vénérable.

L'Ecole après avoir consenti à faire partie de la succursale de Laval à Montréal, croit devoir, s'étant inutilement adressée à Son Ordinaire, porter sa cause devant le tribunal de Nos Seigneurs les Evêques de la Province. Qu'arrive t-il ? Le Recteur écrit pour qu'on lui donne la signification de la portée du Mémoire, disant qu'il a besoin de ce renseignement pour l'impression de l'annuaire de l'Université. L'Ecole répond : *le Mémoire est soumis aux Evêques et non au Recteur, qui n'a reçu une copie de ce Mémoire qu'à titre de partie intéressée et non comme juge.* L'Ecole espère que M. le Recteur ne mentionnera rien dans son Annuaire touchant la Faculté de Médecine de Montréal, avant que la cause soit jugée par le tribunal qui en est saisi.

Le tribunal en question décline sa compétence, et par le fait même démontre que le Décret du St Siège n'est pas suivi en tous points. Que fait alors le Recteur ? Il vient à Montréal, écrit de nouveau à l'Ecole pour amener les Professeurs à déclarer que par le fait de leur appel à Nos Seigneurs les Evêques, ils ont résigné comme Professeurs de la Faculté de Médecine. L'Ecole proteste que se plaindre des mauvais procédés dont on est l'objet et demander que justice soit faite, n'est pas résigner, ni se démettre. Le Recteur insiste et annonce bien gravement qu'il considère, lui, qu'approuver le Mémoire de l'Ecole aux Evêques et permettre ou favoriser la réouverture des Cours de l'Ecole, équivaut à un acte de résignation. En même temps, c'est-à-dire le même jour, Mgr l'Evêque de Montréal informe l'Ecole que si elle ne se soumet pas, Sa Grandeur lui retirera l'Hôtel-Dieu.

Pour choisir entre l'alternative de se soumettre ou de se démettre sous peine de se voir à jamais anéantie, l'Ecole est informée qu'elle n'a que cinq heures, non pour *délibérer*, mais pour *convoquer*, *réunir* ses membres, puis *délibérer*, s'il lui reste *une minute*. Car malgré que le Recteur affirme que sa demande du 4 juin, faite la veille verbalement à M. le Dr d'Orsonnens, est depuis longtemps soumise aux délibérations de l'Ecole, le lecteur ne peut manquer de remarquer qu'il y a matière à de nouvelles et très-sérieuses délibérations pour l'Ecole à laquelle on vient tout-à-coup et le même jour, dire : *Si vous continuez à maintenir vos plaintes, c'est-à-dire si vous approuvez le Mémoire que vous avez présenté aux Evêques ; si vous faites mine d'approuver ou de favoriser la réouverture de vos cours, je considérerai ces faits comme un acte de résignation et j'agirai en conséquence. Et si vous ne vous soumettez pas à Laval, l'on vous chassera de l'Hôtel-Dieu.*

Et telle est la délicatesse des procédés dont on use avec l'Ecole ! telle est la loyale diplomatie que l'on déploie pour la forcer à se rendre !

Certes, si toute cette trame est malhonnête, elle ne manque pas de perfide habileté ! l'Ecole est bien ennuyée avec ses griefs que les Evêques ne se reconnaissent pas le droit de juger. C'est le bon temps, s'est dit Laval, de nous en débarrasser. Disons-lui que tous ceux de ses membres qui veulent faire mine de vouloir persister à réclamer le Droit et la Justice, seront par le fait même considérés comme ne faisant plus partie de la Faculté de Médecine. Défendons-lui sous la menace de la même peine de réouvrir ses portes aux élèves ; menaçons-la de lui retirer l'Hôtel Dieu ; en même temps, parlons d'organiser la faculté en dehors de l'Ecole ; donnons-lui le moins de temps possible pour se rendre à cet ukase, et si elle ne se rend pas, il faudra bien qu'elle meurt. Car, que fera-t-elle quand elle n'aura plus l'Hôpital ! Qu'est-ce qu'une Ecole de Médecine sans Hôpital ?

Ah ! oui, toute cette trame, ainsi ourdie et menée, était

profonde et savante ; seulement elle était injuste : Dieu ne pouvait la bénir. Le St Siège ne saurait la sanctionner : et voilà pourquoi, l'Ecole osa espérer qu'elle pouvait la mépriser, et elle la méprisera.

L'Ecole persista, malgré tant de menaces, à s'en tenir aux conclusions de son Mémoire aux Evêques, elle décida d'ouvrir ses cours et de maintenir son affiliation à l'Université Victoria, jusqu'à ce qu'il lui fut donné de faire partie de la succursale de Laval dans les conditions et selon l'esprit du Décret du St Siège.

Cette décision prise, elle écrivit de nouveau à Mgr l'Evêque de Montréal, protestant contre les injustices dont elle est l'objet et avertissant son Evêque qu'elle se croit obligée à lutter jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'autorité compétente ait jugé la cause. Nous citons cette lettre presque en entier, malgré qu'elle renferme plus d'une répétition de ce que le lecteur connaît déjà par la lecture des pages précédentes, parce qu'elle résume tout le débat.

Montréal, 25 juin 1878.

A Sa Grandeur Monseigneur Edouard Chs. Fabre,

Evêque de Montréal.

Monseigneur,

.....
.....
C'est, premièrement Votre Grandeur, qui nous signifie que l'Hôpital n'appartient plus à l'Ecole, mais à la Faculté de Médecine, et que si l'Ecole n'accepte pas le joug que veut lui imposer Laval, elle ne doit plus compter sur l'Hôtel-Dieu. Cependant le soin des pauvres malades de l'Hôtel-Dieu appartient à l'Ecole depuis trente-cinq années. Plusieurs actes, ou conventions ont, à différentes reprises, confirmé ce droit. Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu et les Médecins de l'Ecole qui sont les seules parties contractantes dans cette affaire n'ont rien à se reprocher ; au contraire, elles (les Religieuses et l'Ecole) se rendent le témoignage qu'elles ont rempli avec

fidélité toutes leurs obligations. Au nom de quel principe de droit ou de justice, Votre Grandeur peut-elle donc intervenir ici pour frustrer les Médecins de l'Ecole, de leur droit à l'Hôpital ? C'est, deuxièmement, M. le Recteur de l'Université-Laval qui, après avoir d'abord invoqué un malentendu dû à Votre Grandeur, puis un oubli de convention au sujet de ses annonces dans la presse de Montréal, sent que l'heure des faux prétextes est passé et qu'il lui faut mettre au jour toute la vérité. C'est pourquoi il annonce qu'il ne reconnaît pas l'Ecole et qu'il n'a jamais cru qu'il fût question de l'Ecole dans la création des Facultés à Montréal. *Depuis le 15 décembre dernier, (c'est le Recteur qui écrit cela) date de la signature des conditions de l'Université-Laval, je n'ai plus eu d'affaires avec l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, laquelle pour moi n'existait plus que comme simple organisation et comme menace.*

Ainsi, Monseigneur, on ne s'est pas contenté de tromper l'Ecole en lui affirmant que les autres Facultés étaient formées, alors qu'elles ne l'étaient pas ; mais on lui fait croire qu'elle entrait dans une union avec Laval lorsqu'elle n'entrait pas. M. le Recteur écrit : *Depuis cette époque (15 décembre) j'ai eu à traiter avec un certain nombre de Médecins qui sont devenus successivement professeurs à la faculté de Médecine de l'Université-Laval à Montréal. Et je n'ai jamais eu rien à traiter avec eux en d'autre qualité qu'en leur qualité de Professeurs de l'Université-Laval.* Et cependant, Monseigneur, n'est-ce pas à l'Ecole que Mgr le Délégué, Votre Grandeur, et le Recteur lui-même, vous êtes adressés quand il a été question de former la Faculté de Médecine à Montréal ?

Le contrat même de notre entente avec Laval ne porte-t-il pas pour entête ces mots qui doivent avoir leur sens : " Conditions agréées d'un commun accord par le Conseil Universitaire et l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Victoria ? " N'est-ce pas enfin à cette Ecole que Votre Grandeur a voulu conserver son organisation, par le contrat

qu'Elle a signé sous le titre de : "*Entente entre Sa Grandeur l'Evêque de Montréal et l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal* ?" N'est-ce pas enfin cette Ecole que Votre Grandeur a annoncée, dans un Mandement, être entrée dans la Faculté de Médecine. Tout cela, Monseigneur, était-il donc une indigne comédie par laquelle on voulait surprendre la bonne foi de l'Ecole, afin de pouvoir la sacrifier plus librement une fois qu'elle aurait signé tous ces contrats aux apparences légales, mais que l'on interprète maintenant à sa guise et contre la plus simple équité.

C'est, troisièmement, M. le Recteur qui nous déclare enfin qu'il est lui seul, au besoin, tout le gouvernement de la Faculté et de l'Université tout entière. On nous avait parlé de Conseil de la Faculté, de Conseil Universitaire, et nous espérons qu'en ayant notre part d'action dans ces conseils, nous pourrions sauvegarder nos intérêts. Et voilà que le Recteur se dit *suprême* à ces Conseils, qu'il *peut* passer outre toutes leurs décisions.

Ainsi toutes les Facultés sont, avec leurs droits, à la merci de la volonté d'un seul homme ! Cette position est-elle soutenable ? Ceux qui ont le moindre souci des intérêts d'une Institution peuvent-ils l'accepter ? C'est enfin M. le Recteur qui affirme en présence de Votre Grandeur que l'Evêque de Montréal n'a rien à voir dans ces choses, et Votre Grandeur sanctionne une telle affirmation !

Et cependant ne nous a-t-on pas toujours dit que les Facultés de Montréal seraient placées sous la haute direction de l'*Ordinaire* ? On nous a donc et de nouveau trompés ! Et c'est après tout cela, Monseigneur, que l'on veut bien nous rappeler le Décret du Saint-Siège et nous accuser de ne vouloir point nous y soumettre ? Est-il donc dit dans le Décret du Saint-Siège que pour établir à Montréal l'Université Laval, il faudra, au besoin, fouler aux pieds les plus élémentaires données de la justice, comme, par exemple, de vouloir déposer l'Ecole du droit qu'elle a à l'Hôpital ? Est-il dit dans

ce même Décret que pour faire entrer l'Ecole de Médecine dans l'Université, il faudra anéantir cette Ecole? Est-il dit dans ce Décret que les Conseils des différentes Facultés ne pourront rien que sous l'entière dépendance du Recteur dont la volonté est supérieure à tout? Est-il dit dans ce Décret que l'Evêque de Montréal lui-même ne sera rien dans l'organisation des Facultés et dans leur fonctionnement? Non, Monseigneur, rien de cela n'est dit. C'est le contraire qui y est dit expressément, ou suffisamment compris dans l'esprit de ce document vénérable.

Si le Saint-Siège avait connu toute la vérité sur la véritable position que Laval veut nous faire, il aurait donné des explications pour empêcher ce que l'on tente d'accomplir aujourd'hui. De cela, nous avons la pleine et entière certitude; car nous avons une confiance invincible dans la loyauté et l'équité du Siège Apostolique. On peut bien à force de supercheries et d'intrigues, parvenir à le tromper *un moment* sur des questions de faits qui ne touchent pas au dogme ou à la morale, mais on ne pourra jamais l'amener à blesser *sciemment* la justice et le droit. Quant à ce qui tient à notre affiliation avec l'Université du Collège Victoria, il suffira au St Siège de connaître que cette Université n'exerce aucun contrôle sur notre enseignement, ni sur la conduite de nos élèves, pour que le St Siège nous trouve là en une sécurité aussi parfaite qu'entre les mains d'une Université Catholique qui a des professeurs protestants dans quelques-unes de ses chaires. Et ce qui prouvera au St Siège notre parfaite indépendance de Victoria sous le rapport de la foi et des mœurs, ce sera le fait que notre Ecole vient encore tout récemment de soumettre à son Evêque tout son enseignement pour qu'il en soit le juge selon les lois de la Sainte Eglise Romaine.

Telles sont, Monseigneur, les observations que l'Ecole croit nécessaire de soumettre à Votre Grandeur, la priant de vouloir bien mettre un terme aux difficultés présentes.

L'Ecole veut bien être unie à Laval, mais elle ne veut pas

nourir. Si l'Université Laval, ou plutôt son Recteur, car c'est le Recteur qui est tout, ne veut pas reconnaître l'Ecole, ni venir aux conditions, l'Ecole considérera que Laval rompt avec elle, et elle continuera de faire son œuvre comme par le passé.

Et elle regretterait beaucoup d'avoir alors à lutter pour défendre ses droits, mais elle devra le faire et elle le fera."

Nous nous disons,

de Votre Grandeur,

Avec le plus profond respect,
les très-humbles et très-dévoués serviteurs,

(Signé,) E. H. TRUDEL, M. D.

Prés : E. M. C. M.

" THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,
Sec : E. M. C. M.

Or, depuis, le Recteur de Laval a persisté dans ses prétentions impossibles, l'Ecole s'est cru dégagée de ses contrats. Elle a ouvert ses cours et continué d'être affiliée à Victoria, et elle continuera d'être affiliée à Victoria aussi longtemps que Laval ne voudra pas exécuter la lettre et l'esprit du Décret du St Siège.

L'Ecole est et sera toujours soumise aux ordres du Souverain Pontife et c'est pour demeurer soumise à ces ordres sacrés que l'Ecole a refusé d'accepter l'application injuste et fautive que Laval a voulu en faire.

Le St Siège qui ne veut pas la mort de Laval à cause des sacrifices que cette Université a faits pour son œuvre, ne peut plus vouloir la mort de l'Ecole qui, elle aussi, a fait ses sacrifices et cela depuis plus de trente cinq années.

L'Ecole aurait voulu ne pas se trouver dans la pénible obligation de révéler toutes ces choses au public. Mais après les attaques nombreuses dont elle a été l'objet de la part de tant

d'adversaires, l'Ecole n'était plus libre de ne pas se justifier. Car on l'accusait d'une chose qui est et sera toujours un scandale public : la désobéissance au St Siège.

La responsabilité de cet article appartient donc à tous ceux qui, soit dans un document confidentiel adressé à tout le clergé du diocèse de Montréal soit dans les journaux, ont accusé l'Ecole d'être désobéissante au St Siège.

Le St Siège, l'Ecole le respecte, le vénère et elle lui a donné sa confiance ; car elle sait d'avance qu'ayant entendu les deux parties intéressées il jugera suivant la justice et rendra ainsi la paix à ceux qui lui seront soumis d'esprit et de cœur.

AMICUS.

se justifier
ours un scan-

nc à tous ceux
essé à tout le
journaux, ou

elle lui a donné
t entendu le
astice et rendre
prit et de com

AMICUS.